

Superphénix dans la presse quotidienne régionale

**Ou comment traiter un sujet scientifique dans la
presse généraliste**



Mémoire de fin d'études soutenu par Caroline Revol

Sous la direction de M. Bruno Benoît
Institut d'Etudes Politiques de Lyon – septembre 2006

Remerciements

A M. Bruno Benoît

A La Fondation Histoire d'EDF et la Fondation de France, pour leur soutien

A MM. Yves Bouvier et Denis Varaschin

A M. Pierre Schmitt, pour sa patience, sa disponibilité et son immense aide documentaire

A M. Jean-Michel Rampon, pour ne (presque !) pas m'avoir découragée de l'analyse des 670 articles

A Norbert Guillaud-Bataille, pour son carnet d'adresse

A Sam, pour sa patience et sa compétence

A ma famille, pour son soutien dans la panique !

Avant-propos

L'objet de ce travail est d'étudier le traitement médiatique de la centrale de Creys-Malville, de sa construction à son démantèlement, de 1977 à 1999. Deux titres de presse ont été choisis : Le Dauphiné Libéré et Le Progrès, c'est-à-dire les deux titres de presse quotidienne régionale qui couvrent les alentours de la centrale.

Le postulat de départ est une question simple : la presse quotidienne régionale n'est pas un média approprié à la diffusion d'une information à caractère scientifique. Ce postulat part de différentes observations : tout d'abord, en tant que presse à vocation généraliste, la presse quotidienne régionale ne pourrait pas donner d'informations techniques, nécessaires à la bonne compréhension du sujet ; ensuite, la presse quotidienne régionale est un média à vocation factuelle et pratique en général peu d'analyse. Son rôle est davantage de rapporter les « échos », le quotidien d'une région, plus que de fournir les outils d'une compréhension approfondie.

Afin de traiter de ce sujet en toute connaissance de cause, nous étudierons dans un premier temps l'histoire de la centrale de Creys-Malville : ce chapitre nous permettra de comprendre les enjeux du surgénérateur nucléaire de Creys-Malville et les événements qui ont jalonné son histoire. Le deuxième chapitre sera consacré à l'analyse du traitement de Superphénix dans les deux titres de presse quotidienne régionale précédemment cités. Le troisième chapitre consiste en une analyse plus large du traitement de la science dans les médias et étudie les enjeux de la communication scientifique.

Sommaire

INTRODUCTION.....	6
CHAPITRE 1 L'épopée de Superphénix	15
1) Débats et manifestations autour de la nouvelle génération nucléaire	17
a) Le débat public : 23 – 24 septembre 1976, Conseil Général de l'Isère	17
b) Le mouvement anti-nucléaire	19
• Les mouvements écologistes	19
• Les associations locales et spécifiques	20
• La presse anti-Superphénix	22
• Les associations de scientifiques	22
c) Les manifestations de 1977	23
• La préparation : « Tous aux assises ! »	23
• Du rassemblement « <i>pacifique et non-violent</i> » au drame	24
• Un douloureux réveil.....	25
2) 1977 – 1986 : une mise en place difficile	26
a) Superphénix, de tête de série à prototype isolé	26
b) L'opposition rebondit.....	26
• L'Appel de Genève	27
• L'Apag	27
c) Un parcours semé d'embûches.....	28
• Three Miles Island.....	28
• l'opposition prend les armes	29
3) Superphénix couplé au réseau : vie et mort d'un prototype.....	31
a) Les avaries du destin : l'accident de Tchernobyl	31
b) La fuite du barillet.....	32
c) Vers le démantèlement	33
CHAPITRE 2 Superphénix et la presse quotidienne régionale	37
1) Présentation de l'analyse.....	39
a) Le Progrès et le Dauphiné Libéré.....	39
b) Recension des articles et difficultés rencontrées	39
• Les sources	39
• Difficultés principales	40
c) Nombre d'articles par année par journal	40
2) Analyse de la PQR entre 1977 et 1999 : les thèmes abordés.....	42
a) Le discours interne	44
b) Le discours de l'opposition	45
c) Le rapport au politique et à la justice	47
d) Incidents, sécurité, risques	48
e) Attentats	49
f) Pédagogie et débats	50

3) Quelques dates clés : gros plan	53
a) La manifestation de 1977	53
b) Le couplage au réseau : 15 janvier 1986.....	54
c) La fuite du barillet : 1987.....	55
CHAPITRE 3 Science et médias	58
1) Le nucléaire, sujet à fantasmes	60
a) La grande peur du nucléaire	60
b) Le mythe du complot	61
c) La radioactivité, ennemi invisible, donc sournois.....	61
2) Des situations d'énonciation particulières	63
a) Le moment discursif : un pic dans le traitement médiatique	63
b) Le système d'énonciation : une conversation à trois	64
c) La vulgarisation scientifique	65
3) Le scientifique dans les médias généralistes.....	67
a) Les obstacles	67
b) Le professionnel du nucléaire, entre information et communication	67
c) De la difficulté d'informer à la nécessaire mise en place d'une communication efficace	68
CONCLUSION	72
BIBLIOGRAPHIE	76
ANNEXES	79

INTRODUCTION

Les premières découvertes concernant la radioactivité datent de 1895, avec celle des rayons X par le physicien allemand Wilhem Conrad Röntgen. Un an plus tard, le français Henri Becquerel observe un phénomène semblable, dégagé par un composé de l'uranium : il vient de mettre en évidence le principe de radioactivité. L'étude systématique de ces rayons sera entreprise plus tard par Pierre et Marie Curie, qui étendent leurs recherches à d'autres substances radioactives. C'est leur fille, Irène, aidée par son époux, Frédéric Joliot-Curie, qui réussira en 1934 à créer le premier atome radioactif artificiel. Leur découverte mènera à celle de la fission nucléaire. Un nouveau domaine de la science voit le jour, la physique nucléaire.

Son avènement est porteur de nombreuses promesses pour l'avenir. L'approche de la seconde guerre mondiale accélère les recherches autour de la radioactivité. En 1939, seules deux équipes de scientifiques disposent des moyens nécessaires à l'exploitation de la fission de l'uranium : les français Irène et Frédéric Joliot-Curie, au Collège de France, et l'italien Enrico Fermi, à l'université Columbia de New York. Très vite, l'équipe française met en évidence la possibilité d'une réaction de fission en chaîne, qui s'accompagne d'un dégagement d'énergie. Ces résultats laissent entrevoir des conséquences inouïes : une nouvelle source d'énergie, permettant de subvenir aux besoins quotidiens, d'une part ; l'élaboration possible d'une bombe très puissante, d'autre part. Dans le contexte de la Seconde guerre mondiale, cette éventualité peut changer la donne militaire. L'arrivée en France des troupes nazies oblige les physiciens à quitter le pays. Ils vont même acheter à la Norvège tout le stock mondial d'eau lourde, afin de le protéger des mains ennemies.

Ce sont les Etats-Unis qui reprennent le relais, et à la fin de l'année 1941, préparant leur entrée en guerre, ils déploient tous leurs efforts en vue d'obtenir la bombe : c'est le projet Manhattan. D'énormes moyens sont mis en œuvre. Le premier réacteur, construit par Enrico Fermi, entre en fonctionnement le 2 décembre 1942 à Chicago. C'est le début de l'ère nucléaire. En juillet 1944, trois bombes sont disponibles : une à l'uranium et deux autres au plutonium. Leur sort n'est que trop connu : l'une sera lâchée sur Hiroshima le 6 août 1945, la deuxième sur Nagasaki le 9 août, mettant fin à la guerre.

Cette nouvelle puissance militaire, extraordinaire, va modifier totalement les relations internationales, jusqu'à nos jours. La physique nucléaire a permis d'obtenir une force de frappe nouvelle et tout particulièrement dissuasive.

Cette utilisation militaire plutôt radicale n'a pas pour autant freiné l'essor du nucléaire civil. En France, Charles de Gaulle crée le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) le 18 octobre 1945. A sa tête, Frédéric Joliot-Curie.

La pile Zoé, première pile atomique française à eau lourde, diverge en 1948.

A Marcoule (Gard), sont successivement construits les réacteurs G1 (1956), G2 (1959) et G3 (1960). A Chinon, le CEA et EDF collaborent à la construction de trois réacteurs. En 1973, la première centrale prototype surgénératrice Phénix est mise en service à Marcoule. Le développement nucléaire de la France est à son apogée.

Dans ce contexte propice à l'essor du nucléaire civil, les nouvelles données énergétiques et géopolitiques vont accélérer les prises de décisions.

Un contexte géopolitique et énergétique particulier

En septembre 1970, le colonel Khadafi nationalise les avoirs de la British Petroleum en Lybie ; en février 1971, l'Algérie nationalise le pétrole saharien. Cette première partie du choc pétrolier, qui n'est pas ressentie directement par le grand public, pousse quand même le gouvernement à prendre des mesures énergétiques. Il est décidé d'augmenter de moitié le programme nucléaire français, construisant trois réacteurs par an. Mais la guerre du Kippour, entre Israël et ses voisins arabes, va précipiter les choses. Le 16 octobre 1973, le prix du baril double. Le 22, il double à nouveau. Les choix énergétiques de la France se posent en termes nouveaux.

La brusque flambée des prix du pétrole lors du choc pétrolier de 1973 a souligné les craintes que la France de l'époque entretient à l'égard de l'énergie. La première d'entre elles, commune à l'ensemble des pays industrialisés, tient au caractère essentiellement non renouvelable des énergies utilisées, et au risque d'épuisement des ressources.

En 1972, le rapport Meadows a mis l'accent sur les limites physiques de la croissance : la rupture entre l'augmentation de la population mondiale et de ses besoins d'une part, et le caractère limité des ressources connues d'autre part. Appliqué à l'énergie, ce scénario fait craindre de nouvelles flambées des prix.

La seconde crainte, celle-ci particulière à la France, est que la pénurie la frappe en tout premier lieu, en tant que pays dépourvu de ressources énergétiques rares. L'indépendance nationale serait ainsi menacée : dans les années 70, la France est plus que jamais dépendante de l'étranger en ce qui concerne son alimentation en énergie.

Part respective des diverses sources d'énergie primaire dans l'approvisionnement français ¹ :

	1960	1973
Charbon	54.7%	17.2%
Pétrole	31.4%	66.4%
Gaz naturel	3.5%	8.6%
Energie hydraulique	10.4%	6%
Electricité nucléaire	-	1.8%

La réponse à ces deux craintes a consisté en une brusque accélération du programme nucléaire français. Le 6 mars 1974, le gouvernement présente le plan Messmer (premier ministre de l'époque). Il annonce le lancement de treize centrales de 1000 MW en deux ans, l'objectif étant de produire 50000 MW en 1985. Depuis 1968, on ne construit en moyenne qu'une centrale par an ; six sont commandées à EDF en 1974, et sept en 1975. L'objectif affiché est de faire passer la contribution du nucléaire dans le bilan énergétique national de 1,8% en 1973 à 30% en 1985, réduisant ainsi la facture énergétique et la dépendance extérieure. Cette décision capitale, qui engage le pays pour trente ou quarante ans, n'a pas fait l'objet des débats auxquels on aurait pu s'attendre. L'Assemblée Nationale n'a pas été consultée. Cette démarche qui, malgré son manque de transparence, a permis à la France de se doter d'un des parcs nucléaires les plus performants au monde en un temps record, a également et malheureusement placé dès son avènement le nucléaire français dans une position délicate face à l'opinion publique, mal informée.

La France n'est pas la seule à répondre à la crainte d'épuisement des ressources par une accélération de son programme nucléaire : entre 1970 et 1980, on passe de 97 à 258 centrales couplées au réseau dans le monde.

¹ Source : Rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée Nationale sur la situation de l'énergie en France, 5 novembre 1974.

Le nucléaire semble ainsi réduire le poids de la dépendance pétrolière et des tensions géopolitiques qui en découlent. Néanmoins, il faut garder à l'esprit que l'uranium constitue à l'époque une ressource dont l'épuisement paraît encore plus rapide que celui du pétrole. Après le traumatisme du choc pétrolier, ne se pose-t-on pas dans une situation similaire à l'égard de l'uranium ? La France dispose de quelques gisements sur son territoire, et elle s'efforce d'acquiescer le contrôle de ressources situées hors de ses frontières, ceci sous forme d'une prise de participation au Niger, au Gabon et même au Canada.

Si prometteur qu'il soit, l'uranium pose un problème de taille : comme le pétrole, ses ressources sont limitées ; de plus, l'uranium naturel est composé à 99,3% d'uranium ²³⁸ et à 0,7% d'uranium ²³⁵. Or, seul ce dernier peut-être utilisé pour produire de l'énergie nucléaire dans les réacteurs à eau légère utilisés à l'époque. Ces deux facteurs expliquent la flambée des prix de l'uranium : « *Entre l'année 1973 et l'année 1978, en cinq ans, le prix de l'uranium naturel a été multiplié par dix* ». ²

Superphénix, le plus puissant surgénérateur au monde, est présenté par Pierre Messmer, le 5 mars 1974, dans le cadre de son programme énergétique. D'une puissance de 1200 MW, il est cinq fois plus puissant que le premier prototype français, Phénix, implanté à Marcoule (Gard) à la fin des années cinquante.

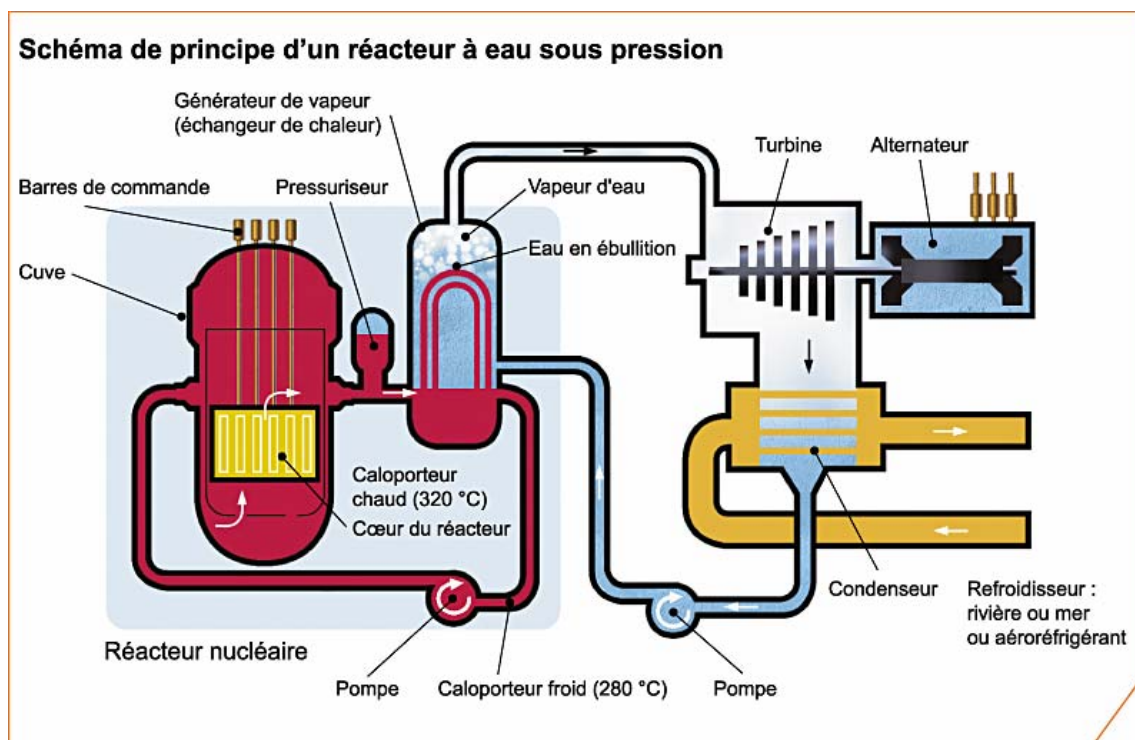
En fait, la décision de réaliser un surgénérateur de puissance industrielle date de 1971 ; le contexte géopolitique n'a fait qu'accélérer la mise en œuvre de ce projet. Le surgénérateur est une réponse directe aux deux préoccupations énergétiques de l'époque : se délivrer de la dépendance pétrolière ; faire face au coût élevé de l'uranium. En effet, le surgénérateur permet d'utiliser pleinement l'uranium disponible. Ici, un détour technique s'impose.

² Georges Vendryes, ancien directeur des applications industrielles nucléaires au CEA, interrogé par la Commission d'enquête sur Superphénix et la filière à neutrons rapides.

Fonctionnement d'une centrale nucléaire

Le principe de base d'une centrale nucléaire est de récupérer la chaleur libérée par la fission d'un atome (principalement de l'uranium ou du plutonium) et de la transformer en électricité. En effet, certains atomes ont la capacité de se casser et de libérer une grande quantité d'énergie sous forme de chaleur.

Une centrale nucléaire est composée d'un cœur, dans lequel se produit la fission nucléaire, d'un cycle d'échangeur permettant de récupérer la chaleur dégagée et d'un cycle de transformation de chaleur en électricité.

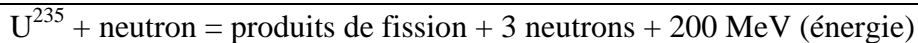


Il existe plusieurs familles de réacteur nucléaire : les générateurs et les surgénérateurs.

Réaction de fission dans un générateur (réacteur à eau sous pression : ERP) :

L'uranium naturel est composé à 99,3% d'uranium²³⁸ et à 0,7% d'uranium²³⁵. Or, seul l'uranium²³⁵ est fissible dans un générateur. C'est la fission d'un atome d'uranium²³⁵ par un neutron qui entraîne la réaction nucléaire. Cette fission dégage de l'énergie, trois neutrons et des produits de fission (déchets). L'électricité est ensuite produite par ces différentes étapes :

1. La fission des atomes d'uranium dégage de la chaleur
2. Un fluide caloporteur (eau sous pression) transporte la chaleur vers un échangeur
3. De l'eau est chauffée et transformée en vapeur sous pression
4. La pression de cette vapeur fait tourner une turbine
5. La turbine entraîne un alternateur qui produit de l'électricité



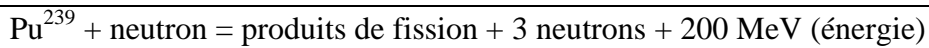
Les neutrons dégagés par la réaction continuent à bombarder l' U^{235} . C'est la réaction en chaîne entretenue par le générateur. Le point essentiel de la centrale nucléaire est de contrôler cette réaction de fission nucléaire.

Afin de contrôler cette réaction de fission, on utilise des absorbeurs de neutrons (barre de graphite). Ces barres de graphite sont plongées dans le cœur même de la centrale nucléaire au sein des barres de combustible.

Dans un générateur de type ERP, seul l'uranium 235 , fissile, est source d'énergie, c'est-à-dire qu'on utilise seulement 0,7% de l'uranium naturel.

Réaction de fission dans un surgénérateur (type Superphénix):

Dans le cœur du surgénérateur, le fluide caloporteur est du sodium sous pression. Le principe de fonctionnement est différent de celui du générateur classique. On fait en sorte qu'à chaque fois qu'un neutron provoque la fission d'un atome fissile, d'autres neutrons transforment plus d'un atome non fissile en autant d'atomes fissiles. On amorce la réaction en fissionnant des atomes d'uranium 235. La réaction va produire des neutrons qui seront utilisés pour transmuter l'uranium 238 (non fissile) en plutonium 239 (fissile). Les atomes de plutonium pourront fissionner selon une réaction en chaîne. D'où la révolution énergétique représentée par le surgénérateur. On peut donc simplifier en disant que le surgénérateur est un « fertiliseur » d'uranium stérile. On peut ainsi utiliser 100% de l'uranium naturel au lieu des 0,7% utilisés dans un réacteur normal. Deux réactions sont entretenues en chaîne dans le surgénérateur. Celle de la transmutation de l'uranium 238, pour obtenir du plutonium, et celle, ensuite, du plutonium pour donner de l'énergie :



Parmi ces trois neutrons résultants de la fission, un est capturé par Pu^{239} pour entretenir la réaction en chaîne, l'autre est capturé par l' U^{238} pour créer du Pu^{239} et le dernier est soit capturé par U^{238} pour donner Pu^{239} soit perdu.

On comprend donc que le surgénérateur produit plus de plutonium qu'il n'en consomme. Il produit ainsi de l'énergie et du combustible source d'énergie. De plus, on peut l'utiliser dans deux fonctions : soit en surgénérateur, dans quel cas il produit en effet plus de combustible qu'il n'en consomme, soit en sous générateur, dans quel cas il permet de brûler les excès de matière, donc de résoudre en partie les problèmes liés aux déchets nucléaires. Les réacteurs « rapides » comme Superphénix présentent donc d'immenses avantages d'économie de matières premières et de destruction des déchets nucléaires. Quelques années plus tard, en 1980, Valéry Giscard d'Estaing déclare que ce genre de réacteurs permettrait à la France de disposer « *d'une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie Saoudite avec son pétrole* ».

La principale différence entre le générateur et le surgénérateur type Superphénix est donc le contenu du cœur du réacteur : de l'eau dans le générateur et du sodium dans le surgénérateur. Or, le sodium est un produit extrêmement réactif : en effet, il s'enflamme au contact de l'air et explose au contact de l'eau, en produisant de l'hydrogène, lui-même extrêmement réactif. Néanmoins, sa température de fusion relativement basse, aux alentours de 100°C , le rend facile à manipuler, transporter et stocker (en citernes par exemple, dans lesquelles on le solidifie pour le refondre à l'arrivée). Superphénix contient cinq tonnes de plutonium et 5 000 tonnes de sodium liquide.

La naissance de Superphénix

Lorsque Pierre Messmer annonce la construction du surgénérateur, la société chargée de sa réalisation et de son exploitation est déjà créée. Le 28 décembre 1973, trois producteurs européens d'électricité, EDF pour la France (51%), ENEL pour l'Italie (33%) et le consortium SBK (16%), qui regroupe les allemands RWE, les néerlandais SEP et le belge Electrabel, signent une convention pour la construction et l'exploitation de centrales nucléaires de la

filière à neutrons rapides (les surgénérateurs). La société NERSA³ est ainsi créée. M. Rémy Carle, ancien président du conseil de surveillance de NERSA, lors de son audition par la Commission d'enquête de l'Assemblée Nationale⁴ a toutefois nuancé le lien entre la crise de l'énergie et l'essor des surgénérateurs, rappelant que la commission PEON (commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire) souhaitait construire un surgénérateur de taille industrielle dès 1971 et que la loi autorisant la création de NERSA datait de 1972. Le contexte géopolitique et énergétique de 1973 – 1974 n'a fait qu'accélérer un processus déjà entamé.

En 1971, il est décidé que le réacteur Superphénix sera installé sur la rive gauche du Rhône, à Creys-Malville, la région Rhône-Alpes ayant été choisie car elle connaît à l'époque, et ce depuis une vingtaine d'années, un essor industriel qui provoque un accroissement de la demande en électricité. Dans la région, le site de Creys-Malville a été retenu pour sa proximité avec les réseaux électriques italiens et allemands.

En effet, les partenaires étrangers d'EDF doivent recevoir la production électrique à hauteur de leur participation. Superphénix sera donc situé, à vol d'oiseau, à 50 kilomètres de Lyon, 62 km de Grenoble et 74 km de Genève⁵.

En avril 1976, le premier ministre Jacques Chirac autorise la société NERSA à passer commande de Superphénix. Dès que cette décision est rendue publique, des centaines de manifestants se rassemblent sur le site de Creys-Malville, petite commune agricole de 400 habitants. Le 4 juillet, ils sont près de 20 000, selon les organisateurs. Ils restent plusieurs jours sur le site de la centrale. La manifestation, d'abord pacifique, tourne vite au désastre : quelques 200 personnes ont voulu pénétrer l'enceinte du site, bien évidemment interdite pour des raisons de sécurité. Les forces de l'ordre interviennent alors, plutôt violemment, et la pagaille qui s'en suit sera malheureusement assez annonciatrice de l'histoire de la centrale.

Le 8 novembre 1976, le Conseil d'Etat donne un avis favorable à la déclaration d'utilité publique pour la centrale de Creys-Malville. La construction peut commencer.

³ Société Centrale Nucléaire Européenne à Neutrons Rapides

⁴ *Commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides* (Président : M. Robert Galley, rapporteur : M. Christian Bataille), juin 1998.

⁵ Cf. annexe 1.

CHAPITRE 1

L'épopée de Superphénix



Introduction du chapitre 1

L'objet de ce chapitre est de présenter l'historique de Superphénix, en partant de juillet 1977, date de la grande manifestation anti-nucléaire à Creys-Malville. S'intéresser précisément à l'histoire du site permettra par la suite de mettre en relief les événements qui ont été retenus par les médias, et ceux qui sont passés plutôt inaperçus. De la construction de Superphénix à l'annonce de son démantèlement, le réacteur nucléaire a fonctionné seulement quatre ans et demi. Il a été arrêté, pour des raisons essentiellement administratives, pendant quatre ans et demi également.

L'histoire de Superphénix, prototype nucléaire d'une nouvelle génération, est celle d'un ambitieux programme énergétique, abandonné vingt ans plus tard, par simple décision politique. Entre temps, Superphénix a subi de nombreux revers, un matraquage continu de ces opposants. Il a souffert également d'une grande indécision politique.

L'épopée de Superphénix peut être étudiée en trois périodes : l'année 1977 fera à elle seule l'objet d'une partie ; en effet, c'est une année clé où l'avenir de la centrale se joue. La deuxième partie concernera les années 1977- 1986, c'est-à-dire la construction de la centrale, jusqu'à son couplage au réseau. La dernière partie étudiera la période 1986 - 1999 : des débuts de Superphénix en tant que surgénérateur jusqu'à la décision finale de l'abandonner.

1) Débats et manifestations autour de la nouvelle génération nucléaire

Comme on l'a vu en introduction, Superphénix est un projet tout à fait particulier pour diverses raisons :

- c'est le premier et dernier surgénérateur industriel français : il produit plus d'énergie qu'il n'en consomme c'est une véritable révolution technologique.
- il est construit à une époque où beaucoup d'espoir repose sur cette nouvelle technique : le contexte géopolitique du choc pétrolier pousse le pays à se chercher une dépendance énergétique qui semble primordiale.
- il est le fruit d'une collaboration internationale à travers le consortium européen NERSA : c'est la vitrine technologique de la France à l'étranger.

C'est en 1976 qu'est prise la décision officielle de construction de la centrale. Les opérations d'acquisitions foncières, de terrassement, de génie civil et de construction se sont déroulées sur huit années et se sont achevées en 1983. Suivirent deux années d'essais, puis la mise en service industrielle, le couplage au réseau en janvier 1986.

a) Le débat public : 23 – 24 septembre 1976, Conseil Général de l'Isère

On reproche souvent à l'Etat français son manque de débat autour de la question nucléaire. En effet, la décision de construire le réacteur industriel de Superphénix n'a fait l'objet d'aucun débat. C'est tout juste si le sujet a été abordé à l'Assemblée Nationale, lors d'un projet de loi en décembre 1972. Le problème posé à l'époque concernait des aspects juridiques : en effet, la société allemande affiliée à la NERSA était une société privée, ce qui soulevait des interrogations, par rapport au statut de monopole public d'EDF. C'est par ce biais détourné que le sujet a été abordé à l'Assemblée Nationale.

On peut néanmoins souligner la démarche du Conseil Général de l'Isère, qui a décidé d'organiser un large débat public en son sein au cours de sa séance du 23 décembre 1976.

« L'idée de départ était d'organiser sur ce problème controversé une séance de « hearing » telle qu'il s'en pratique de nombreuses dans les assemblées du Congrès américain. Cela consiste à organiser un débat entre les meilleurs techniciens d'un problème, les élus et les personnalités importantes qui viennent faire part de leurs réflexions sur les questions posées »⁶. Ce débat a réuni plusieurs grands noms du nucléaire, tels Lew Kowarski, éminent physicien d'origine russe, qui a longtemps fait partie du CERN ; Louis Neel, Prix Nobel de Physique ; Georges Vendryes, délégué à la Mission d'applications industrielles nucléaires au CEA, ainsi que divers personnalités politiques locales. Le débat a poussé le Conseil général de l'Isère à transmettre une motion au Premier Ministre, Raymond Barre⁷. Cette motion contient trois demandes essentielles :

- la publication de l'ensemble des mesures prises pour la sauvegarde de la population en cas d'accident nucléaire, civil ou militaire
- la publication des établissements de la région qui auraient à jouer un rôle d'assistance en cas de danger à Creys-Malville et dans toutes les installations nucléaires de la région
- la constitution immédiate d'une commission d'enquête afin de permettre à l'Assemblée Nationale et au Sénat d'être informés de tous les aspects du problème posé par le programme d'énergie nucléaire en France, dans le but de préparer un débat parlementaire.

Le Conseil général de l'Isère demandait au gouvernement de surseoir au projet de construction tant que ces conditions n'étaient pas remplies. Le contenu de la motion montre l'inquiétude du Conseil général face à l'implantation d'une centrale nucléaire dans la région. Il met aussi en évidence une certaine partialité du Conseil général, précédé par Louis Mermaz, membre de la direction nationale du Parti Socialiste. En effet, la troisième partie de la motion proposée semble indiquer qu'aucun débat n'a eu lieu sur le sujet du nucléaire ; néanmoins, au mois de mai 1975, deux grands débats ont eu lieu à l'Assemblée Nationale et au Sénat, au cours desquels les choix de politique énergétique et plus particulièrement les problèmes nucléaires ont été débattus. Bien sûr, et pour aller dans le sens de M. Mermaz, il n'a pas été directement question de Superphénix. On peut noter également, que le débat es survenu alors que les travaux de la centrale avaient déjà commencé. Comme M. Mermaz l'a rappelé devant

⁶ Louis Mermaz, à l'époque Député Maire de Vienne et Président du Conseil Général de l'Isère, Préface de *Creys-Malville, le dernier mot ?* 1977.

⁷ Cf. annexe 2.

la Commission d'enquête de l'Assemblée Nationale, « *Sort le fameux décret du 12 mai 1977, autorisant la création par la société NERSA d'une centrale nucléaire à neutrons rapides de 1 200 MWe sur le site de Creys-Malville. Mais il faut noter que les travaux d'aménagement et de préparation du site avaient commencé deux ans et demi plus tôt, dès la fin de 1974, et, dès le 15 octobre 1976, soit plus de six mois avant le décret, le conseil de surveillance de NERSA avait autorisé la direction de NERSA à passer les premières commandes* ». ⁸ Par ce biais, la décision politique semble n'être finalement que la bénédiction, tardive, d'un travail déjà avancé par les techniciens d'EDF et du CEA. Une situation qui inquiète les élus locaux et les associations. Cette démarche ambiguë du politique souligne le caractère quelque peu précipité de la mise en œuvre du surgénérateur industriel : il semble que la course à l'avancée technologique nucléaire, à replacer dans le contexte géopolitique et énergétique mentionné auparavant, ait été le principal moteur décisionnel.

En 1976, malgré les débordements de la manifestation de juillet, la construction de la centrale commence relativement sereinement. C'est en 1977 que l'opposition se renforce.

b) Le mouvement anti-nucléaire

Les manifestations de 1976 étaient régies par le principe de la non-violence, même si l'action directe (attaques contre la centrale, vols, dégradations) a entraîné des débordements. L'ambiance, plutôt bon enfant, était celle d'un grand pique-nique où le dialogue était possible entre manifestants, travailleurs de la centrale, et forces de l'ordre. Face à l'échec de ces manifestations (leur but étant, bien évidemment, de réussir à stopper la construction de la centrale), l'opposition a commencé à se durcir sensiblement durant l'année 1977. Ainsi, les manifestations de l'été 1977 sont préparées de longue haleine : la presse anti-nucléaire chauffe les esprits, appelle à l'action directe, tente de durcir les positions des manifestants. « *Légitime défense contre Superphénix* » est leur mot d'ordre.

- **Les mouvements écologistes**

⁸ Commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides, 1998.

On peut citer deux grandes associations écologistes qui ont lutté contre le nucléaire.

➤ Greenpeace⁹

C'est une association non gouvernementale fondée en 1971 par des opposants aux essais de bombes atomiques dans les îles Aléoutiennes (archipel proche de l'Alaska). Cette association jouit d'un prestige considérable, et la médiatisation de ses actions en fait un des principaux acteurs en faveur de la préservation de l'Environnement. Particulièrement active contre le nucléaire, Greenpeace a participé à la plupart des manifestations contre Superphénix.

➤ Les Amis de la Terre

Cette association est fondée en 1971. Ceux-ci, au-delà de leur participation aux manifestations contre Creys-Malville, ont publié plusieurs ouvrages sur la question nucléaire, tels *L'escroquerie nucléaire*¹⁰ ou *La mort s'exporte bien*¹¹, dont les titres seuls donnent un aperçu du contenu. Quelques personnalités politiques ont donné du crédit à leur idées : Dominique Voynet en est une membre active depuis ses études de médecine à la fin des années 1970. Elle-même s'est battue contre Superphénix dès les prémices de son engagement écologiste.

- **Les associations locales et spécifiques**

L'action anti-Malville a toujours été menée par les associations locales, qui cherchaient à faire relayer leur message par les médias nationaux. Ainsi, des associations comme la Frapna¹², pour qui la lutte contre le nucléaire est une priorité, trouvent dans Superphénix une superbe occasion de valoriser leur combat : Superphénix leur permet de multiplier les adhésions, de médiatiser leurs actions. La centrale devient un bouc émissaire bien pratique pour mettre en avant les petites associations locales. Elle permet de fédérer

⁹ Pour un exemple d'action de Greenpeace contre Superphénix, cf. annexe 3.

¹⁰ *L'Escroquerie nucléaire*, Les Amis de la Terre, Stock, 1978.

¹¹ *La mort s'exporte bien*, Les Amis de la Terre, L'esprit frappeur, 2002

¹² Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, agréée par le Ministère de l'Environnement en 1978 et reconnue d'utilité publique en 1984.

autour d'une cause commune, et d'un objectif précis : empêcher sa construction, puis obtenir son arrêt.

➤ Le comité Malville

Fondé en 1975, le comité Malville regroupe des militants écologistes anti-nucléaire de la région de Morestel. Certains appartiennent à la Frapna, d'autres aux rédactions de *Silence* ou de *Superpholix*. Renforcé par la présence de quelques Suisses, comme Chaïm Nissim, dont on aura l'occasion de reparler plus tard, le Comité Malville informe les villages voisins sur Superphénix. Leur action est très localisée, dans les communes aux alentours de Creys-Malville.

Après les manifestations de 1976, le Comité Malville entre dans une effusion et une restructuration, comme toutes les associations ayant participé à ces manifestations. Le brouhaha confus qui règne dans le milieu associatif à cette période ira crescendo jusqu'à l'été suivant : leurs idées prolifèrent, touchent Grenoble, toutes les communes de l'agglomération, s'étendent dans toute la région. Toutes les grandes villes de France ont alors leur comité Malville. *Superpholix*, le mensuel édité par le Comité (cf *La presse anti-Superphénix*), bondit en quelques mois de 3000 à 10000 exemplaires.

➤ Les Européens contre Superphénix

Ce mouvement à majorité suisse a eu énormément de poids dans l'opposition à Superphénix. Il naît de l'Appel de Genève¹³ lancé le 2 octobre 1978. Cet appel a donné naissance à l'Apag¹⁴, qui elle-même préfigure ce que sera *Les Européens contre Superphénix*. Néanmoins, cette association a vu le jour relativement tardivement, en 1988. Elle est en fait la fédération de soixante-quinze associations qui préexistaient. *Les Européens contre Superphénix* est une des associations les plus intéressantes dans notre étude puisque c'est quasiment la seule (du moins la seule de cette importance) dont l'unique objet était Superphénix. Mouvement international regroupant Italiens, Suisses, Allemands et Français, *Les Européens contre Superphénix* ont toujours attaqué la centrale sous un angle juridique, entraînés par leur avocate Corinne Lepage, qui deviendra quelques années plus tard Ministre

¹³ Cf partie 2, a), *L'opposition rebondit*. Cf. annexe 4.

¹⁴ Association pour l'Appel de Genève

de l'Environnement dans le gouvernement Jospin. Après l'annonce du démantèlement de Superphénix *Les Européens contre Superphénix* est dissoute, et les militants se fondent dans d'autres associations, en particulier celle du Réseau Sortir du Nucléaire.

- **La presse anti-Superphénix**

- *Superpholix*

Le titre *Superpholix* a longuement préparé les esprits aux manifestations de 1977 : « *L'idée est le harcèlement contre Superphénix (...). A Morestel, les choses ont été dites clairement : « feu vert à toute action qui peut retarder ou bloquer les travaux, la seule condition étant le respect de l'intégrité des personnes, l'initiative de la violence étant laissée à l'EDF et ses électro-flics... »*¹⁵. Mensuel des comités Malville, il est publié par *Vérité Rhône-Alpes*.

- *La Gueule Ouverte*

C'est en novembre 1972 que le mensuel *La Gueule Ouverte* est créé par Pierre Fournier, journaliste à Hara-Kiri. Le premier numéro est vendu à plus de 70000 exemplaires. En 1974, *La Gueule Ouverte* devient hebdomadaire avant de fusionner, en 1977, avec *Combat non-violent*. Portant à la une la mention « mensuel écologique », *La Gueule Ouverte* a comme sous-titre « *Le journal qui annonce la fin du monde* ». Avec des collaborateurs comme Cabu, Reiser ou encore Gébé, Fournier assure la diffusion de son titre. Il ne publiera lui-même que trois numéros avant de mourir, mais le titre a survécu à son fondateur.

- **Les associations de scientifiques**

- Le GSIEN¹⁶

Le GSIEN diffuse de l'information sur les questions soulevées par le développement de l'énergie nucléaire. Ce groupe est abondamment sollicité par les médias, pour répondre aux carences supposées des services officiels, d'EDF ou de l'Etat.

¹⁵ Editorial de *Superpholix*, journal des Comités Malville, mars 1977. Cf. annexe 5.

¹⁶ Groupe de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire

➤ Le CUCSPAN¹⁷

Ces différentes associations ont été particulièrement actives contre Superphénix. Mis à part *Les Européens contre Superphénix*, qui n'était pas encore créée, toutes ont participé aux grandes manifestations de juillet 1977.

c) Les manifestations de 1977

- **La préparation : « Tous aux assises ! »**

Le neuvième numéro de *Superpholix* titre : « *Morestel, 19 – 20 février 1977 : tous aux assises et qu'ça saute !* ». Tous les militants de France sont appelés à se retrouver pour deux journées de travail et de réflexion sur l'évolution à donner à leur combat. En effet, après l'échec relatif des manifestations de 1976, le mouvement s'essouffle et se désorganise. Lors de ces journées, entre 1500 et 2000 personnes, venues principalement de Rhône-Alpes, installent leur campement à Morestel. Le mot d'ordre est l'action directe ; comme on l'a vu plus haut, tout est permis tant qu'on respecte l'intégrité des personnes. *Superpholix* ouvre une nouvelle rubrique : « *connaître Superphénix* ». Elle apporte de nombreux renseignements sur les rondes de police, reproduit des vues aériennes du site de construction. Les militants appellent également à l'auto réduction des factures EDF de 15%, ces mêmes 15% qui servent à financer le programme électro-nucléaire du gouvernement.

Avant l'été, les actions se multiplient, tentant d'attirer l'attention des médias, qui n'en traiteront que mieux les grandes manifestations prévues en juillet : vols (au siège de la NERSA), sabotages (court-circuit de la centrale), carnivals anti-nucléaire, tout est bon pour attirer l'œil médiatique.

Cependant, la grande manifestation approche. Tous les acteurs sont au courant, militants, habitants, partis politiques, syndicats, même le CEA, EDF et les Renseignements Généraux. Tous attendent de voir de quoi est capable le mouvement anti-Superphénix ; en effet, la lecture des journaux anti-nucléaire de l'époque suffit à montrer la fragilité du mouvement, son manque d'unité et d'organisation. La seule certitude est sa motivation et sa volonté de faire de la grande manifestation un événement de la lutte anti-nucléaire. Une réussite, cette fois. S'installe alors une attente fébrile, dans une tension presque palpable.

¹⁷ Comité Universitaire et scientifique pour l'arrêt du programme nucléaire

Tous s'observent. Les colonnes de *Superpholix* et de *La Gueule Ouverte* s'ouvrent et deviennent des tribunes libres où la rage anti-Superphénix des plus virulents côtoie les appels à la manifestation pacifique.

Ce que tous redoutent, militants pacifistes comme dirigeants d'EDF et forces de l'ordre, ce sont les fauteurs de trouble, ceux qui voient dans cette manifestation tant attendue une occasion comme une autre de se déchaîner contre les symboles des pouvoirs publics.

De numéro en numéro, les discordes s'aggravent. Des scissions voient le jour entre les militants, entre ceux qui veulent faire de cette manifestation un modèle d'action pacifique et ceux qui sont « *prêts à cogner* »¹⁸, comme l'est Isabelle Cabut, rédactrice en chef de *La Gueule Ouverte*.

Le doute n'en finit pas d'envahir les esprits. Eric Matry, le dessinateur de *Superpholix*, déclare qu'il ne participera pas aux journées de protestation ; Quant à Brice Lalonde, président des Amis de la Terre, il n'accepte qu'au dernier moment. La CFDT et le PS refusent de s'y rendre. Autant de mauvais augures pour une manifestation tout à fait décisive.

- **Du rassemblement « *pacifique et non-violent* » au drame**

Le 28 juillet, un arrêté interdit le camping, la circulation et le stationnement dans une large zone autour du chantier. *Le Monde* écrit « *On parle de 3000 personnes en place* »¹⁹. Des hélicoptères surveillent les champs. La protection du site a été renforcée : grillage métallique, surveillance accrue... La centrale se prépare à la guerre.

La journée du 30 juillet, consacrée à des forums sur les énergies nouvelles, le nucléaire et la santé, etc. « *laisse clairement apparaître que tous les participants ne sont pas acquis à la non-violence* »²⁰. René Jannin, préfet de l'Isère, fait monter la pression d'un cran en déclarant, à propos d'un campement occupé aux deux tiers par des militants d'origine allemande : « *Nous avons libéré Morestel en 39-45 de l'occupation allemande, nous la libérerons une deuxième fois* ».²¹

Le 31 juillet 1977, près de 40000 personnes se rassemblent à Creys-Malville. L'atmosphère est électrique. Les militants, chauffés à bloc par plusieurs mois de préparation, de débats, d'attente, sont beaucoup plus agressifs qu'en 1976. Le parti pris de non-violence n'a pas été compris par tous, loin de là. Nombre d'entre eux cherchent à pénétrer dans

¹⁸ Source : Réseau Sortir du Nucléaire, www.sortirdunucleaire.org

¹⁹ *Le Monde*, 28 juillet 1977

²⁰ *Le Monde*, 30 juillet 1977

²¹ Source : www.sortirdunucleaire.org

l'enceinte du site de construction. Les esprits sont échauffés des deux côtés, la tension est à son paroxysme. Certains manifestants sont armés de barres de fer, de pioches, et deviennent menaçants. Les forces de l'ordre interviennent, plutôt violemment, sous les ordres de René Jannin²².

La manifestation prend un cours tragique lorsque Vital Michalon, un militant écologiste venu de Die, est tué par l'explosion d'une grenade. L'annonce de sa mort par le préfet Jannin fera débat : il l'annonce mort par crise cardiaque ; quelques heures plus tard la preuve est faite qu'il est décédé suite à l'explosion d'une grenade. Cet accident entretiendra longtemps la haine des manifestants, renforcée par la maladroite tentative de Jannin pour dissimuler la cause de la mort. Deux autres manifestants sont mutilés par des tirs de grenade, Manfred Schultz et Michel Grandjean. Un CRS a eu la main arrachée, toujours par une grenade.

- **Un douloureux réveil**

La manifestation de 1977 est un véritable échec : les plus pacifiques ont été débordés par les radicaux, violents, et ont donc échoué dans leur objectif d'empêcher sans violence la construction de la centrale. Les violents, qui pensaient réussir à contrer les policiers pour occuper durablement le site, ont échoué également. Reste la douleur, le sentiment de voir sa cause trahie.

Trente neuf personnes sont interpellées et dix-huit inculpées. Le tribunal de Bourgoin-Jallieu prononcera le 6 août six condamnations de prison ferme, deux peines de prison assorties d'un sursis et quatre relaxes. Ces peines seront confirmées par la Cour d'Appel de Grenoble, sauf pour deux des inculpés qui seront relaxés.

Le mouvement anti-nucléaire s'effacera de la scène politique pendant des années, se fondant sous la forme plus institutionnalisée du parti écologiste, où de grandes figures de la contestation anti-nucléaire vont faire surface, comme Dominique Voynet ou Brice Lalonde.

Les conséquences sont aussi désastreuses pour la centrale elle-même. Vital Michalon est le premier « mort de Superphénix », même si sa famille a tenu à ce que sa mort ne soit pas instrumentalisée. La centrale est devenue le symbole d'un immense et imminent danger nucléaire, justifiant la « légitime défense » qui sera prônée plus tard par les manifestants²³.

²² Cf. annexe 6.

²³ C. annexe 7.

2) 1977 – 1986 : une mise en place difficile

a) Superphénix, de tête de série à prototype isolé

Dans l'élan des réussites de Phénix, la construction de Superphénix passe pour être la première étape du développement à grande échelle des réacteurs à neutrons rapides. De fait, le réacteur construit à Creys-Malville adopte le sigle SPX1. Les partenaires allemands de la NERSA doivent construire l'équivalent, intitulé SPX2. Le site de Saint-Etienne-des-Sorts (Gard) est retenu pour l'extension du programme.

Pourtant, alors même que la décision de construire Superphénix est prise, la filière à neutrons rapides perd de son attrait : en effet, l'industrie française est lancée dans la filière des réacteurs à eau pressurisée, qui est également la filière privilégiée aux Etats-Unis et dans les différents pays européens. Il semble donc délicat d'engager la même industrie dans deux filières concurrentes. Comme le précise M. Pierre Daurès²⁴ à propos de Superphénix, « *nous avons dû nous replier sur une tranche unique* ». Il ne s'agit plus d'une tête de série, dont on pourrait pardonner les défauts, car d'autres exemplaires viendraient les corriger. Il s'agit d'un prototype, dont la création ne s'inscrit pas dans une dynamique de développement. Alors qu'on construit Superphénix, les commandes de réacteurs à eau pressurisée se multiplient. Le surgénérateur est isolé, victime du succès de ses concurrents.

b) L'opposition rebondit

Après l'échec et le traumatisme de la manifestation du 31 juillet 1977, les mouvements d'opposition à Creys-Malville sont mis en difficulté. Cependant, ils vont assez vite se réorganiser. Le premier sursaut vient de Suisse.

²⁴ Directeur général d'EDF, auditionné par la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides, 1998.

- **L'Appel de Genève**

L'Appel de Genève est lancé le 2 octobre 1978 par une trentaine de militants suisses, pour la plupart exerçant dans les universités de Genève ou de Lausanne. Certains sont historiens, d'autres élus locaux, juristes, députés, physiciens, avocats, chercheurs en sciences sociales et politiques. L'Appel de Genève est destiné aux « *élus politiques des pays d'Europe et à tous les candidats au Parlement européen en vue de susciter un large débat public et la consultation des populations concernées sur les solutions de rechange au surgénérateur Superphénix de Creys-Malville et à la société du plutonium* »²⁵. Les signataires de l'Appel, « *nous, intellectuels de diverses nationalités, spécialités et orientations politiques* », présentent Superphénix comme un « *danger technologique* » qui « *confine au désastre* ». Ils demandent l'abandon de la filière nucléaire et le transfert de ses investissements dans les technologies alternatives douces, comme l'énergie solaire ou éolienne.

Leurs requêtes concernent plusieurs points : tenue d'auditions publiques pour dresser le bilan des arguments pour et contre Superphénix ; organisation de référendums, interruption, en attendant les résultats, de la construction de Superphénix, redéfinition des priorités des politiques énergétiques, mettant en avant les technologies douces.

50000 scientifiques signeront cet appel, qui n'est suivi d'aucune prise de décision politique. La construction de Superphénix continue.

- **L'Apag**

L'Association pour l'Appel de Genève naît, comme son nom l'indique, de l'Appel de Genève. L'Apag, certainement confortée dans son opposition par le manque de réponse survenue de la part des élus locaux, ne cesse de contrer Superphénix. L'Apag publie la Gazette de l'Apag, qui rentre dans la catégorie de la presse anti-nucléaire.

L'Apag donnera naissance aux *Européens contre Superphénix*. Le but affiché de ces associations ? Ralentir la construction de la centrale dans un premier temps, et utiliser la voie juridique pour interdire son exploitation dans un deuxième temps.

Ce qu'elles finiront par réussir, une dizaine d'années plus tard.

²⁵ *Le dossier Creys-Malville*, Les Européens contre Superphénix, éd. Slatkine, 1990. Annexe 4.

c) Un parcours semé d'embûches

- Three Miles Island

Three Miles Island est une île de 3,3 km² sur la rivière Susquehanna, près de Harrisburg, en Pennsylvanie. Le 28 novembre 1979, le réacteur d'une centrale nucléaire a en partie fondu. Three Miles Island est l'un des quatre accidents nucléaires les plus graves de l'histoire. L'échelle INES (International Nuclear Event Scale, l'équivalent d'une échelle de Richter pour les accidents nucléaires) comporte sept paliers :

1	Incidents	Une fois par an
2		Tous les dix ans
3		
4	Accidents	Deux accidents supérieurs à 4 depuis 1977
5		Three Miles Island
6		
7		Tchernobyl

Sur cette échelle, Three Miles Island se situe au niveau 5, comme les accidents de Windscale en 1957 et de Tokaïmura en 1999. Tchernobyl se situe au niveau 7.

L'accident de Three Miles Island résulte d'un cumul de défaillances matérielles et d'erreurs d'interprétation. Il a été provoqué par un arrêt imprévu des générateurs de vapeur, empêchant la chaleur du cœur du réacteur d'être évacuée. La très haute température a provoqué ensuite la fusion partielle des gaines, et une grande quantité de produits de fission se sont échappés. Grâce à l'enclume de confinement, qui a pour mission de recueillir les fuites éventuelles, la radioactivité élevée est restée globalement isolée de l'extérieur de la centrale. Ainsi, l'accident, le plus grave de la filière des réacteurs à eau légère, a eu des conséquences sanitaires négligeables. Il est la preuve que l'accident grave est toujours possible, mais que les automatismes de sécurité ont bien fonctionné.

Il faudra plusieurs jours pour que les responsables de la centrale et les autorités publiques maîtrisent pleinement la situation. La confusion et la peur qui règnent à ce moment

là sont telles que l'archevêque de Harrisburg donne une absolution générale au million de personnes résidant dans le comté.

Three Miles Island marque une rupture dans la logique nucléaire : le public, d'abord américain mais également mondial, comprend que les affirmations de sécurité des centrales peuvent être quelque peu péremptoires. Le public se montre de plus en plus méfiant face au ton assuré et confiant des dirigeants et des responsables de l'énergie nucléaire.

L'accident de Three Miles Island marque également un arrêt du programme nucléaire de nombreux pays. Aux Etats-Unis, un moratoire de fait s'est installé, bloquant la construction de nouvelles centrales.

L'opinion publique, quelque peu effrayée par cet accident, commence à s'interroger sur la filière nucléaire. Les militants anti-nucléaire, eux, profitent de ce revirement pour revenir à la charge contre les centrales françaises, et en particulier contre Superphénix. L'un d'entre eux va utiliser des moyens radicaux pour tenter d'éradiquer le surgénérateur.

- **l'opposition prend les armes**

Le 18 janvier 1982, cinq roquettes de bazooka sont tirées sur la centrale de Creys-Malville, depuis la rive opposée du Rhône, à plus de 600 mètres²⁶. En moins de trois minutes. Un attentat d'une violence rare, mettant en danger la vie de plusieurs personnes travaillant alors sur le site. Miraculeusement, il n'y a aucun mort, ni même un blessé.

Fait assez surprenant, vingt-deux ans après l'attentat, son auteur, Chaïm Nissim, publie une autobiographie intitulée « *L'amour et le monstre, roquettes contre Creys-Malville* ». Il a bien sûr attendu la prescription de vingt ans. En 1999, soit trois ans avant la date de prescription, l'affaire a été classée sans suite, sous le gouvernement Jospin.

Pourtant, Chaïm Nissim n'était pas inconnu des services de police, loin de là. Cet ingénieur suisse diplômé de l'Ecole Polytechnique de Lausanne, qui a travaillé au sein des équipes du CERN, est marié et père de trois enfants. Entre 1985 et 1999, il a même été élu député à deux reprises au Grand Conseil du Canton de Genève. Respectable, donc hors de tout soupçon ? Le lourd passif de M. Nissim laisse planer le doute : en 1976, lors des premières grandes manifestations, il est interpellé le 8 juillet. C'est la seule personne, parmi

²⁶ C. annexe 8.

les 5000 à 20000 personnes (selon les sources) à avoir été arrêtée. En 1977, il est un des organisateurs de la manifestation de juillet. Sans doute un peu trop actif, il est arrêté le 30 juillet et expulsé de France le 31. Un décret pris lors de son expulsion lui interdisant de rentrer en France pendant dix ans.

Chaïm Nissim était donc tout à fait connu des services de police, et on peut s'interroger sur le manque d'investigations qui ont suivi l'attentat, investigations qui, semble-t-il, auraient pu mener à son arrestation.

Cet attentat, qui a finalement provoqué plus de peur que de mal, a eu des conséquences multiples : d'abord, l'inquiétude justifiée des responsables de la centrale, craignant pour leur sécurité ; l'utilisation des roquettes soulignant la détermination de certains militants ; l'inquiétude généralisée, ensuite, concernant l'exposition de Superphénix à d'éventuels actes terroristes.

Néanmoins, l'attentat n'a provoqué pratiquement aucun dégât dans la centrale, et un an plus tard celle-ci est prête pour la série de tests de fonctionnement, préambule à son démarrage.

3) Superphénix couplé au réseau : vie et mort d'un prototype

Après deux ans de tests et le remplissage de la cuve de sodium en 1984, la centrale nucléaire à neutrons rapides de Creys-Malville est couplée au réseau le 15 janvier 1986.

a) Les avaries du destin : l'accident de Tchernobyl

Il peut sembler tout à fait incongru d'évoquer le destin en ce qui concerne l'accident de Tchernobyl, l'accident le plus grave jamais survenu dans une centrale nucléaire, atteignant le palier 7, c'est-à-dire le plus grave jamais imaginé, sur l'échelle INES. Cependant, puisque l'on s'attache à l'histoire du surgénérateur Superphénix, on peut facilement comprendre que l'accident de Tchernobyl, survenu quelques mois à peine après sa mise en route, participe du destin, de la malchance. Tchernobyl a révolutionné toute l'industrie nucléaire, effrayé, à raison, l'opinion publique mondiale, laissé en suspens nombre de questions concernant la sécurité des centrales. Et tout cela, seulement trois mois après le couplage au réseau de Superphénix. Malchance, donc.

L'accident s'est produit dans des circonstances anormales : il était prévu d'arrêter le réacteur pour effectuer des opérations d'entretien et de réaliser, pendant cet arrêt, un essai particulier créant des conditions exceptionnelles. Le réglage qui a été fait était défectueux. La sûreté n'était donc plus assurée, à l'insu des intervenants. L'essai fut donc réalisé tout de même. Une surpuissance, locale, a entraîné le soulèvement de la dalle de protection, puis la destruction (pratiquement à ciel ouvert), du réacteur, tuant deux agents sur le coup. Un incendie s'est alors déclaré : si celui des bâtiments fut rapidement maîtrisé, le cœur du réacteur continua de brûler pendant dix jours, rejetant dans l'atmosphère un nuage radioactif qui a contaminé de vastes régions.

La gestion de l'accident a été un désastre humain. Les pompiers sont tous morts dans les quatorze jours qui suivirent l'incendie. Au-delà, il semble quasiment impossible de donner une estimation du nombre de victimes de la catastrophe. Des milliers de personnes, certainement.

Tchernobyl a fait naître une véritable psychose généralisée sur le nucléaire : toute la dimension symbolique du risque est contenue dans cet accident ; le caractère improbable, premièrement, qui a montré que l'improbable pouvait toujours survenir ; l'aspect sournois des radiations nucléaires : c'est une menace invisible. La facilité de montée d'une psychose générale quand il s'agit d'accidents de type « scientifiques » : ni les politiques, ni les médias, et a fortiori la population, ne sont armés pour comprendre l'accident. Toutes les informations peuvent être contradictoires, très peu de gens peuvent s'accorder sur la compréhension des faits.

Tchernobyl jette une chape de plomb sur le nucléaire français. Parmi ceux qui ne sont pas farouchement anti-nucléaire, beaucoup commencent à regarder Creys-Malville avec méfiance. La lutte des opposants est relancée : ils ont à présent une menace concrète à agiter, donnant une dimension nouvelle à leur combat. Un incident survenu à Creys-Malville va continuer à alimenter leurs arguments.

b) La fuite du barillet

Couplée au réseau électrique le 15 janvier 1986, la centrale de Creys-Malville atteint sa pleine puissance en décembre 1986. Trois mois après, en mars 1987, une fuite de sodium est repérée dans le barillet. Le barillet est une double cuve (l'une imbriquée dans l'autre) où l'on stocke les combustibles nucléaires²⁷ : c'est-à-dire que les éléments neufs et usés transitent dans cette sorte de sas. La cuve principale du barillet étant percée, une partie du sodium s'est échappée par une micro-fissure de 60 centimètres de long. Selon les opposants, ce type de fuite n'était pas envisagé par les constructeurs de la centrale²⁸ ; ce qui est formellement démenti par ces derniers. Ainsi, Pierre Schmitt, directeur de la centrale au moment des faits, explique clairement que la fuite était prise en compte dans la conception, puisque la cuve de sodium était entourée d'une cuve de rétention, en cas de fuite justement. « *Les opposants ont vu qu'il y avait une faille. Nous avons subi un véritable acharnement médiatique* »²⁹. Ainsi, et ce n'est qu'un exemple (nous aurons l'occasion dans la deuxième partie d'étudier précisément

²⁷ Cf. annexe 9.

²⁸ « *La probabilité d'une telle fuite avait été évaluée à une fois en 10000 ans* », Le Dossier Creys-Malville, Apag, 1990.

²⁹ Entretien avec Pierre Schmitt, 12 février 2006.

le traitement médiatique de l'affaire), Le Figaro titrait « *Les bricolages du nucléaire* ». C'est l'industrie nucléaire dans son ensemble qu'on cherche à discréditer.

Il faut surtout, pour bien comprendre la situation, garder à l'esprit le contexte : lorsque la fuite se déclare, Tchernobyl est encore dans tous les esprits. L'opinion guette la moindre faille du système nucléaire, pour ré-alimenter la psychose. De plus, comme toujours, et ce sera l'objet de notre troisième partie, la transmission d'une information scientifique par des médias généralistes, à destination d'un public novice, est très souvent catastrophique, de par la difficulté de rendre compte fidèlement des faits sans en maîtriser parfaitement la dimension technique.

Superphénix est arrêté, en quête d'un nouveau décret d'autorisation. Les travaux que nécessite la fuite du barillet durent plusieurs mois. En décembre 1987, le ministre de l'Industrie, Alain Madelin, ordonne de procéder à une inspection de la cuve du réacteur. Jusqu'en mars 1988, des spécialistes examinent les 15000 radiographies des soudures de la cuve du réacteur.

En janvier 1989, le gouvernement de Michel Rocard publie un décret autorisant le redémarrage de Superphénix, après la suppression du barillet et plus de 20 mois d'arrêt. Le barillet ne sera remplacé qu'en 1991 par un dispositif simplifié. Entre temps, le réacteur ne fonctionne qu'épisodiquement.

c) Vers le démantèlement

Alors que l'affaire du barillet est à peine réglée, en juin 1990, on détecte une fuite d'air dans la cuve, polluant le sodium. On l'a vu, le sodium est extrêmement réactif avec l'air comme avec l'eau. Il est donc nécessaire de pratiquer une opération d'épuration du sodium, qui dure plus de six mois.

En décembre 1990, à la suite d'importantes chutes de neige, le toit du bâtiment des alternateurs s'effondre : la centrale est de nouveau arrêtée. Quelques mois plus tard, le Conseil d'Etat annule le décret de janvier 1989 permettant le redémarrage de la centrale, après la requête déposée par les associations écologistes pour vice de forme : Superphénix est bloqué par décision administrative. Le premier groupe des alternateurs est réparé dès le mois de juillet, mais le décret d'autorisation étant annulé la redémarrage, techniquement possible,

est interdit. Suite à un incendie dans une centrale solaire espagnole refroidie au sodium, la Direction de Sûreté des Installations Nucléaires (DSIN) demande à la NERSA d'améliorer les dispositifs de lutte contre les feux de sodium. En juin 1992, le deuxième groupe d'alternateurs est réparé : la DSIN autorise alors un redémarrage à puissance réduite, en attendant la fin des travaux sur la prévention des feux de sodium. Cependant, Pierre Bérégovoy, Premier Ministre, décide de surseoir au redémarrage. Il souhaite attendre les résultats d'une nouvelle enquête d'intérêt public, rendu obligatoire par l'arrêt prolongé (deux ans) du réacteur. Cette enquête publique ne débute qu'en 1993, suite à divers recours en justice des opposants³⁰, dont *Les Européens contre Superphénix*.

En septembre 1993 la Commission d'enquête rend son verdict : elle est favorable au redémarrage et prévoit d'utiliser Superphénix pour la gestion des déchets radioactifs ; il faudra néanmoins attendre février 1994 pour que le Premier Ministre Edouard Balladur l'autorise, et encore le mois de juillet pour que le décret soit signé. Superphénix ne redémarre qu'en août.

Ces lenteurs administratives inquiètent les partenaires étrangers qui menacent de se retirer de la NERSA : cela fait bientôt quatre ans que la centrale est arrêtée. EDF s'engage alors à fournir 18 milliards de francs sous forme d'électricité à ses partenaires allemands et italiens.

Les opposants profitent de cet arrêt prolongé pour accélérer leurs actions : campagne sous forme de cartes postales, opération « Les aliments de la vie », qui consiste à envoyer aux maires des communes proches de Creys-Malville des paniers de fruits et légumes « non encore radioactifs », lobbying vers ces mêmes communes pour les pousser à rejoindre les communes suisses qui portent plainte contre le gouvernement français... Les militants anti-nucléaire savent que l'arrêt de la centrale est l'occasion rêvée de la museler pour de bon, en empêchant son redémarrage.

En 1996, la centrale fonctionne à puissance croissante, conformément aux recommandations des différentes autorités de sûreté. Au mois de juin, la nouvelle Commission d'enquête remet son rapport : il conclut à l'utilité de Superphénix pour gérer les stocks de plutonium. Malgré cette décision, le Conseil d'Etat annule une nouvelle fois le décret d'autorisation du redémarrage (celui de juillet 1994), après un recours des associations

³⁰ Cf. annexe 10, publication de la Frapna.

écologistes françaises et suisses, en particulier *Les Européens contre Superphénix*, menés par Corinne Lepage. Superphénix est une nouvelle fois à l'arrêt.

Lorsque Lionel Jospin remplace Alain Juppé au poste de Premier ministre, il doit céder à la pression des Verts : Dominique Voynet, farouche militante anti-nucléaire, est nommée Ministre de l'Environnement. Le 17 juin 1997, lors de son discours d'investiture devant le Parlement, Lionel Jospin déclare, sans aucune concertation préalable, l'arrêt de Superphénix : « *Le surgénérateur qu'on appelle Superphénix sera abandonné* ». Pour le Premier ministre, « *l'industrie nucléaire (...) ne doit pas (...) poursuivre des projets dont le coût est excessif et la réussite très aléatoire* ». Le conseil des Ministres entérine cette décision le 2 février 1998. Le 30 décembre de la même année, le Premier ministre édite un décret ôtant à la NERSA son rôle de propriétaire – exploitant de la centrale, pour le confier à EDF, qui sera, seul chargé du démantèlement.

Le démantèlement commence en octobre 1999, alors que recours et décisions du Conseil d'Etat s'enchaînent. Début 2004, toute la centrale est démantelée. Les composants jugés récupérables ont été vendus. Seuls le bloc réacteur et le sodium du cœur légèrement radioactif, sont encore en place.

Conclusion du chapitre 1

Les représentations désastreuses de la centrale ont fait que les politiques, toutes tendances confondues, vont l'éviter, esquiver tout débat, afin de ne pas compromettre leur propre image aux yeux de l'électorat. Devenue le symbole d'une société que certains rejettent, elle n'a bénéficié que de très peu d'appuis politiques et scientifiques. La frilosité du monde politique a largement joué en faveur des opposants, qui en ont profité pour mener à bien leur action. Souvent à l'arrêt pour une raison ou pour une autre, la centrale a donné à l'opinion l'impression d'une installation sans cesse « en panne », qu'il convenait par conséquent d'arrêter.

Les opposants genevois, remarquablement bien menés par leurs avocats, Corinne Lepage et Christian Huglo, ont parfaitement joué de ce registre et excellé dans le dépôt de recours, de demandes de sursis à exécution, dans l'engagement de procédures destinées à maintenir la centrale à l'arrêt, ou en recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

Superphénix aura, en tout et pour tout, fonctionné pendant 53 mois en onze ans. Tous les efforts et les investissements n'auront abouti qu'à ces quatre ans et demi d'exploitation. La centrale aura été arrêtée pendant 25 mois, soit un peu plus de deux ans, pour des réparations.

Le plus étonnant est qu'elle soit restée arrêtée pendant 54 mois, soit quatre ans et demi, autant que sa période de fonctionnement, sur des critères uniquement administratifs.

CHAPITRE 2

**Superphénix et la
presse quotidienne
régionale**

Introduction du chapitre 2

Superphénix est une réalisation internationale, dépend de décisions nationales, et a des répercussions sur la vie locale. Certes, on parle de Superphénix dans le monde entier ; la presse nationale en fait ses choux gras au moindre incident, ou encore à l'occasion de toute nouvelle décision politique. Néanmoins, cela reste toujours ponctuel. Au quotidien, c'est la presse régionale qui relaie les informations relatives à la centrale.

C'est pourquoi il semble fondamental, dans le but de s'interroger sur le traitement médiatique de Superphénix, de se focaliser sur la presse quotidienne régionale (PQR). Celle-ci fut en effet le principal relais d'information pour la plupart des acteurs. L'opinion publique régionale, les associations, et même les médias nationaux (et par leur biais, les médias internationaux) sont tous informés par cette PQR, très réactive car présente sur le terrain.

1) Présentation de l'analyse

a) Le Progrès et le Dauphiné Libéré

Le choix de ces deux titres répond évidemment à des critères géographiques. L'analyse aurait pu justifier un appel à la PQR suisse, idée qui n'a pas été retenue pour une question tout simplement pratique.

Le Dauphiné Libéré a été fondé en 1945 par des membres de la Résistance. Il concerne huit départements français : l'Isère, la Savoie, la Haute-Savoie, l'Ain, la Drôme, l'Ardèche, les Hautes-Alpes et le Vaucluse.

Tirage en 2001³¹ : 301622 exemplaires

Diffusion France payée en 2001 : 283670 exemplaires

Le Progrès a été fondé en 1859. A l'époque, c'est un journal indépendant, à tendance républicaine. Il concerne sept départements français : le Rhône, la Haute-Loire, l'Ain, le Jura, la Loire, la Saône-et-Loire et la Côte d'Or.

Tirage en 2001 : 306320 exemplaires

Diffusion France Payée en 2001 : 264702 exemplaires

b) Recension des articles et difficultés rencontrées

- **Les sources**

Pour recenser les articles du Progrès et du Dauphiné Libéré traitant de Creys-Malville, entre 1977 et 1999, nous avons utilisé différentes sources :

- la bibliothèque municipale de Lyon, pour les articles postérieurs à 1993 (ceux-ci sont disponibles sous forme numérisée)
- les archives du Progrès à Chassieu (69) pour les articles antérieurs à 1993 (classés par dossiers thématiques et par années)

³¹ Source : Office de la Justification de la Diffusion (OJD)

- les archives du Dauphiné Libéré à Veurey (38) pour les articles antérieurs à 1993 (classés par dossiers thématiques et par année)
- les archives personnelles de Pierre Schmitt, directeur de la centrale de Creys-Malville, pour compléter les lacunes éventuelles

- **Difficultés principales**

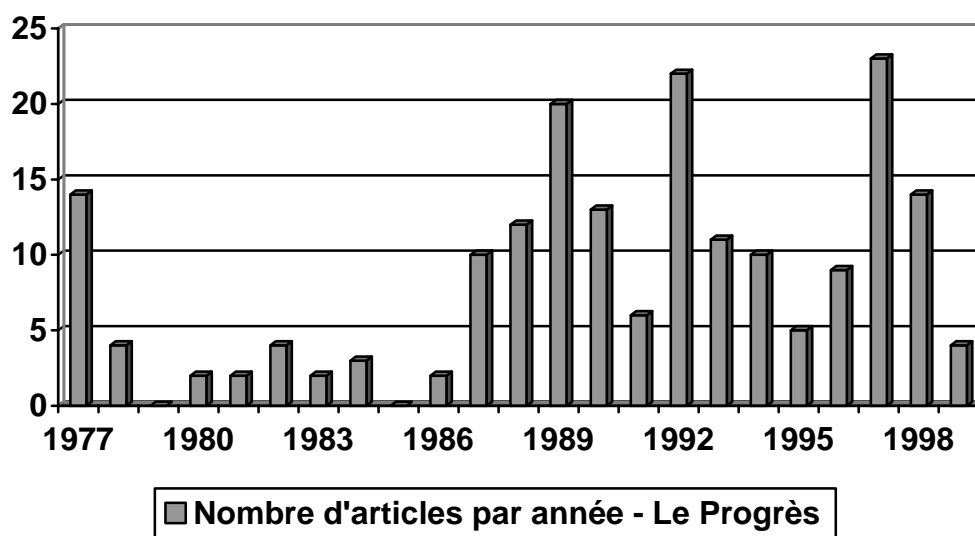
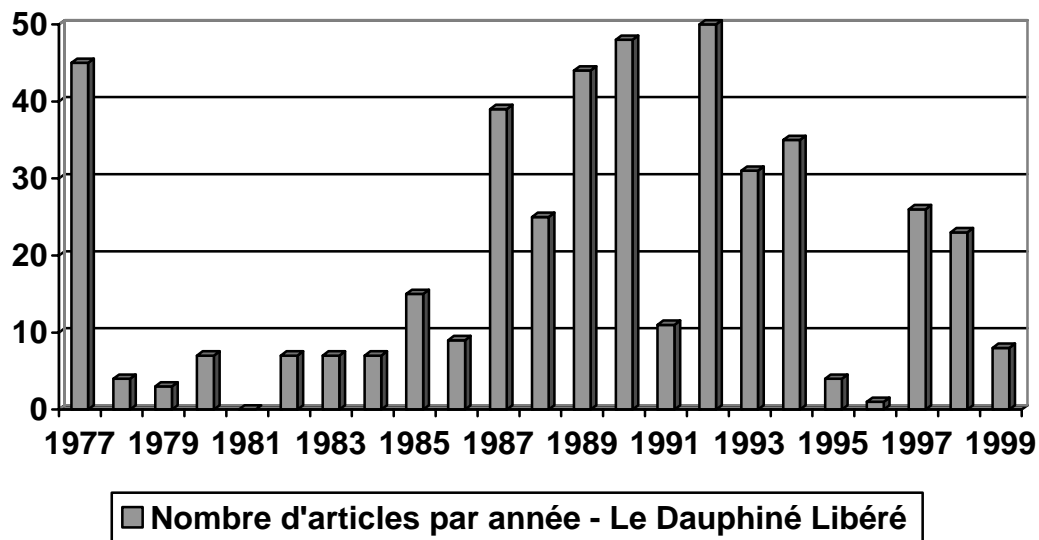
La principale difficulté rencontrée lors de la recension des articles concerne les différentes éditions de chaque titre : en effet, chacun d'eux est publié sous une vingtaine d'éditions différentes selon le périmètre géographique. Les recherches ont donc été concentrées par zones géographiques, retenant particulièrement les éditions les plus proches du site de la centrale. Ainsi, les recherches concernent essentiellement l'édition Isère du Dauphiné Libéré et l'édition Rhône du Progrès.

La recension a donné lieu à l'étude de 644 articles. Ce chiffre correspond à toutes les archives de la bibliothèque municipale de la Part-Dieu, tous les articles trouvés aux archives du Dauphiné Libéré et du Progrès. La recension n'est peut-être pas exhaustive, mais regroupe toutes les sources d'information de la région. Les articles sont publiés dans deux annexes reliées à part.

c) Nombre d'articles par année par journal

La recension systématique du nombre d'articles par année permet de constater différents pics d'information.

Les pics concernent l'année 1977, celle de la grande manifestation ; 1987- 1992, période où, suite à la fuite du barillet, la centrale est à l'arrêt ; 1997 – 1998, pour l'annonce du démantèlement de Superphénix.

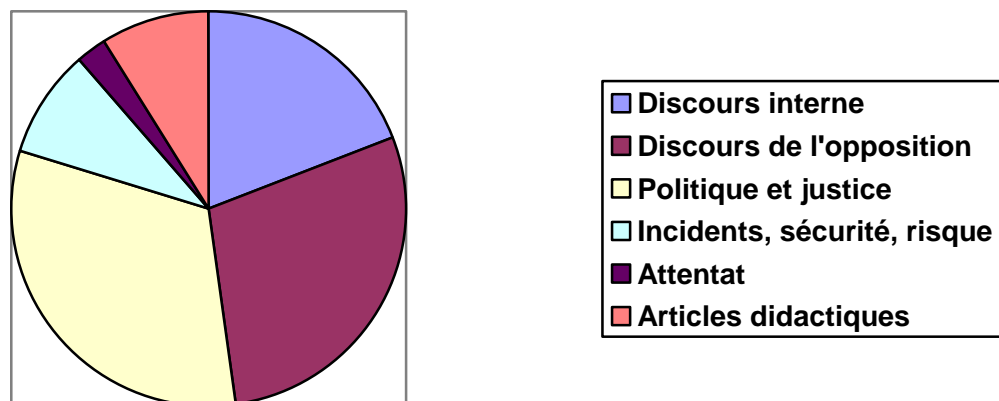


2) Analyse de la PQR entre 1977 et 1999 : les thèmes abordés

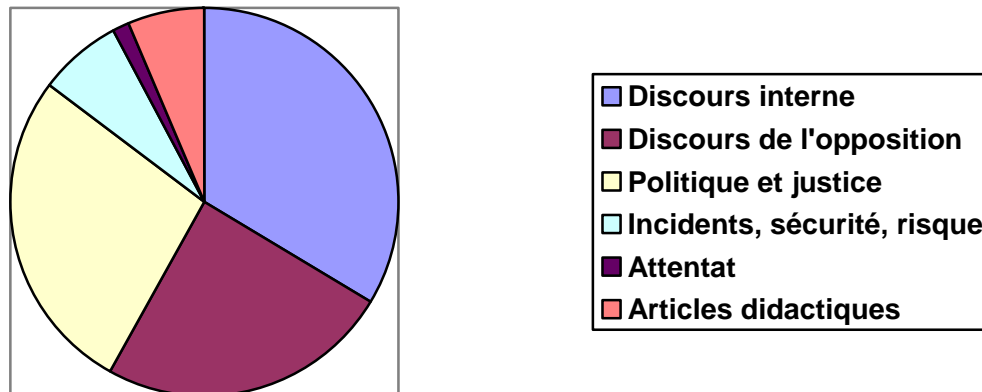
Afin d'avoir une vue d'ensemble de la période traitée, la première démarche a été de classer les articles par thèmes. L'objectif est d'étudier à qui la PQR donne la parole lorsqu'elle traite de Superphénix ; après lecture des articles, six grands thèmes ont été retenus :

- Le discours « interne » à Superphénix, c'est-à-dire le discours autour des événements internes, de la maintenance de la centrale.
- Le discours de l'opposition, les manifestations des associations anti-nucléaire
- Les rapports avec le politique et la justice, c'est-à-dire tout ce qui concerne les décisions politiques autour de la centrale et les différents recours en justice
- Les incidents, la sécurité, le risque
- Les attentats contre Creys-Malville (ce thème ne donne pas lieu à beaucoup d'articles, il a néanmoins été retenu pour son importance dans l'histoire de la centrale)
- Les articles didactiques, à vocation pédagogique, ou qui proposent un débat.

Le Progrès : nombre d'articles par thèmes, 1977 - 1999



Le Dauphiné Libéré : nombre d'articles par thèmes, 1977 – 1999

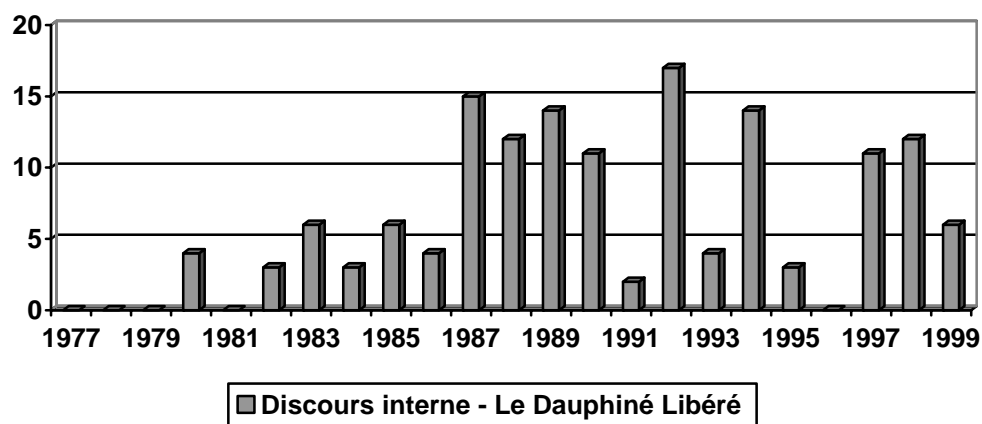


Source : calculs de l'auteur

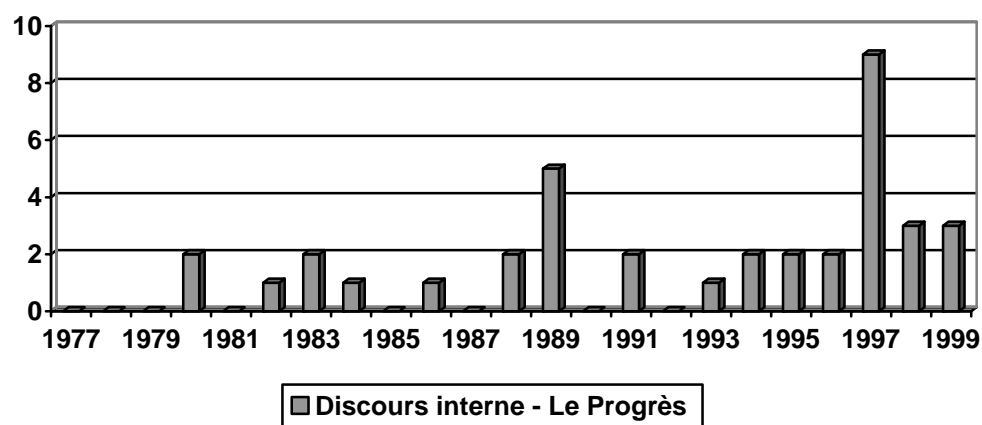
Cette rapide comparaison des thèmes abordés par la PQR met en évidence une différence de traitement par le Dauphiné Libéré et le Progrès. Alors que le thème majoritairement abordé par le Dauphiné est le discours interne, celui des acteurs de la centrale, le Progrès privilégie le discours de l'opposition. Il faut noter que le « discours interne » concerne majoritairement des articles qui traitent simplement de la maintenance de la centrale. Ce sont davantage des articles purement factuels que des articles donnant la parole aux acteurs de la centrale.

a) Le discours interne

Le Dauphiné Libéré : Nombre d'articles par année concernant le thème « Discours interne »



Le Progrès : Nombre d'articles par année concernant le thème « Discours interne »



Hormis un pic en 1997, c'est-à-dire à l'annonce du démantèlement de Superphénix, ce n'est pas un thème privilégié par le Progrès. Dans le Dauphiné Libéré, il donne lieu à 153 articles. On peut peut-être expliquer cette différence de traitement par la plus grande

proximité géographique du Dauphiné. En effet, la presse, et en particulier la PQR, est régie par le principe du « mort-kilomètre » : plus l'évènement est proche géographiquement, plus grande sera sa place dans le média. Ainsi, un mort à côté de chez vous aura une plus grande place dans la PQR que cent morts dans un pays voisin. Ainsi, quand 5000 tonnes de sodium sont amenées à Creys-Malville, les habitants de Morestel se sentent bien évidemment plus concernés que les Lyonnais.

Dans le Dauphiné Libéré, on remarque une période qui représente un pic d'actualité dans le thème concerné : 1987 – 1990. Cette période commence avec la fuite du barillet, en mars 1987. Le surgénérateur est arrêté jusqu'en janvier 1989, et ne fonctionne qu'épisodiquement jusqu'en 1990. Le pic d'actualité, vu dans la PQR, concerne donc une période où la centrale est à l'arrêt.

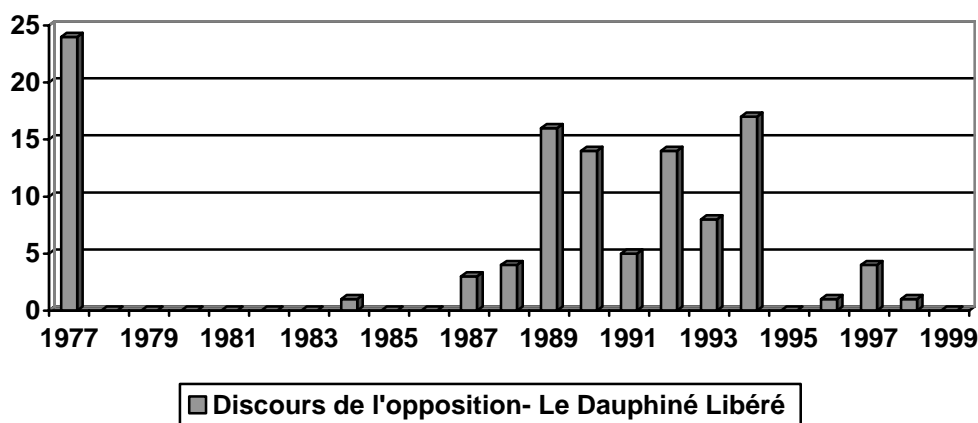
Part du thème « discours interne » dans la totalité des articles sur la période 1977 – 1999 :

Dauphiné Libéré : 33%

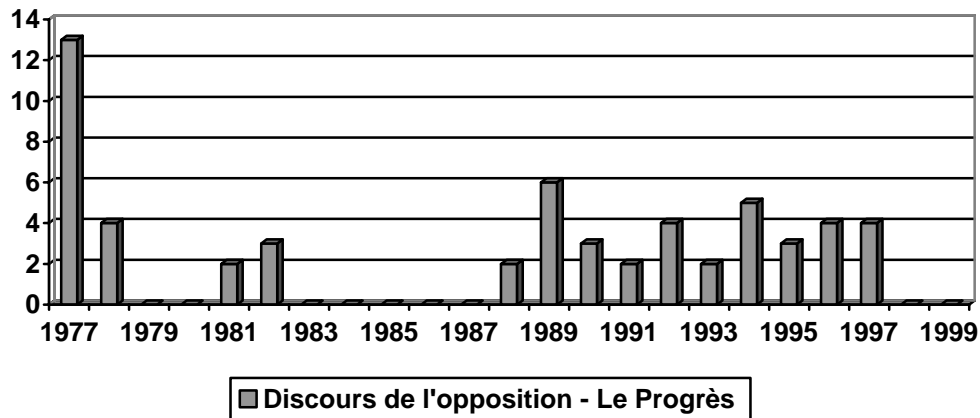
Progrès : 19%

b) Le discours de l'opposition

Le Dauphiné Libéré : nombre d'articles par année concernant le thème « discours de l'opposition »



Le Progrès : nombre d'articles par année concernant le thème « discours de l'opposition »



Pour le Progrès, les articles autour de ce thème sont concentrés dans l'année 1977, c'est-à-dire celle de la grande manifestation de juillet. Dans le Dauphiné Libéré, quatre pics d'actualité : 1977 bien sûr, 1989-1990, 1992 et 1994. 1989-1990 correspond au redémarrage de la centrale après l'incident du barillet : il est particulièrement intéressant de voir qu'à cette période on donne la parole aux opposants dans le Dauphiné. A un moment charnière de la vie de la centrale, au moment où elle va être redémarrée après 20 mois d'arrêt, le Dauphiné Libéré met en scène le discours des opposants. A la même période, seulement 7 articles concernent le discours interne à la centrale. Le Dauphiné a-t-il choisi son camp ?

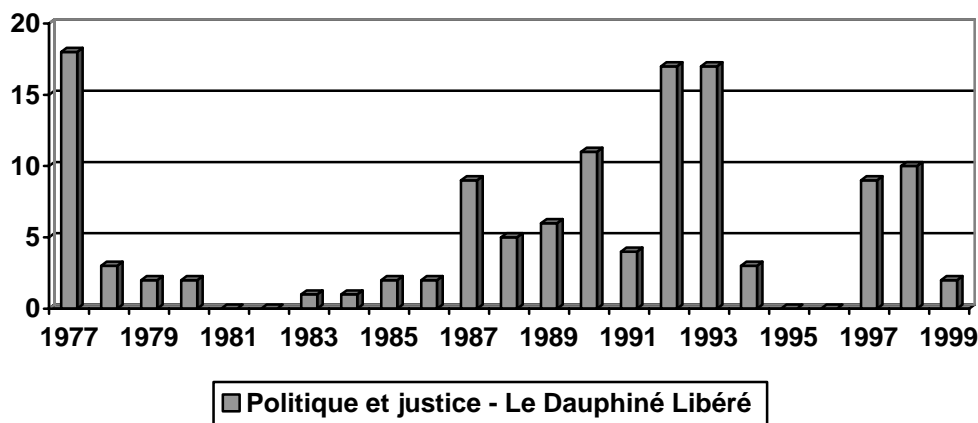
Part du thème « discours de l'opposition » dans la totalité des articles sur la période 1977-1999 :

Dauphiné Libéré : 24%

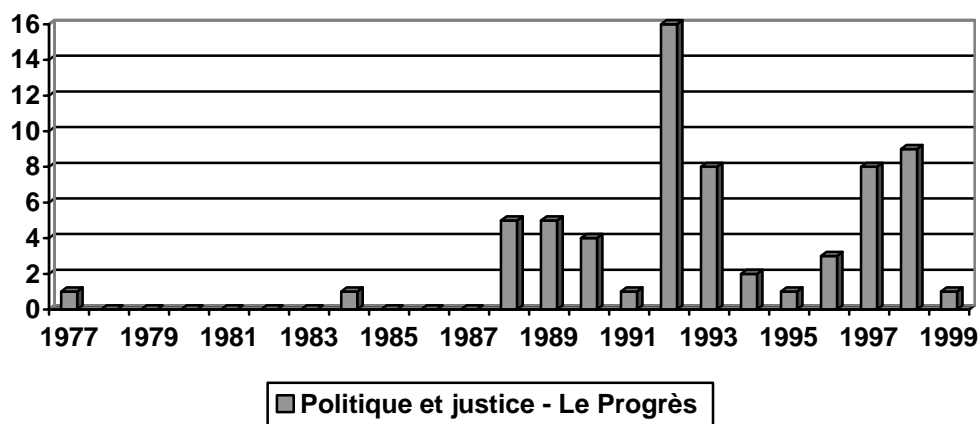
Progrès : 29%

c) Le rapport au politique et à la justice

Le Dauphiné Libéré : nombre d'articles par année concernant le thème « politique et justice »



Le Progrès : nombre d'articles par année concernant le thème « politique et justice »



Dans le Dauphiné, deux pics principaux : 1977 et 1992 – 1993. Les articles de 1977 traitent de la préparation des politiques à la manifestation. Le second pic correspond à la grande période d'hésitation politique sur l'avenir de Superphénix : de rapports en commissions d'enquête, on repousse l'échéance et la décision. Ce qui est donc mis en avant dans la PQR, plus encore que la décision du démantèlement par exemple, c'est l'incertitude de la politique face au nucléaire. Incertitude du politique qui entraîne avec elle, fatalement, la méfiance du grand public.

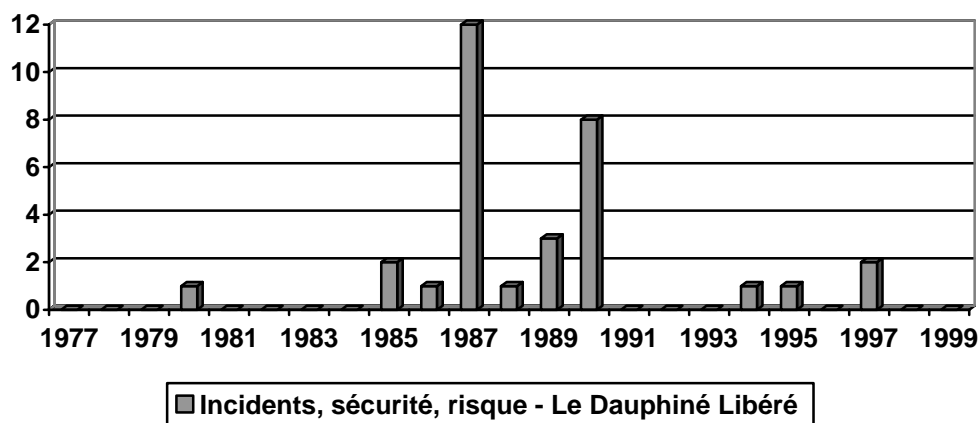
Part du thème « rapport au politique » dans la totalité des articles sur la période 1977-1999 :

Dauphiné Libéré : 27%

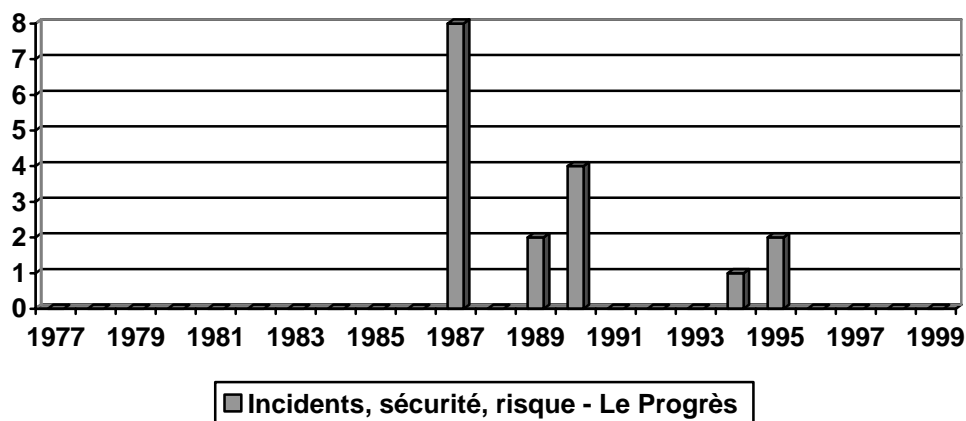
Progrès : 32%

d) Incidents, sécurité, risques

Le Dauphiné Libéré : nombre d'articles par année concernant le thème « incidents, sécurité, risque »



Le Progrès : nombre d'articles par année concernant le thème « incidents, sécurité, risque »



Dans le Dauphiné comme dans le Progrès, ce thème reste mineur par rapport aux trois premiers. On dégage néanmoins un pic d'actualité similaire dans les deux journaux : c'est l'année 1987, avec la fuite du barillet. Ainsi, très peu d'articles sont consacrés au risque nucléaire : on ne parle presque pas des dangers potentiels. Cela est tout à fait étonnant : on l'a vu, l'image de Superphénix transmise au public par la PQR n'est pas fameuse ; néanmoins, jamais le risque n'est évoqué. Pourtant, c'est ce risque qui revient dans tous les discours anti-nucléaire. Voilà un paradoxe intéressant, sur lequel nous reviendrons plus tard.

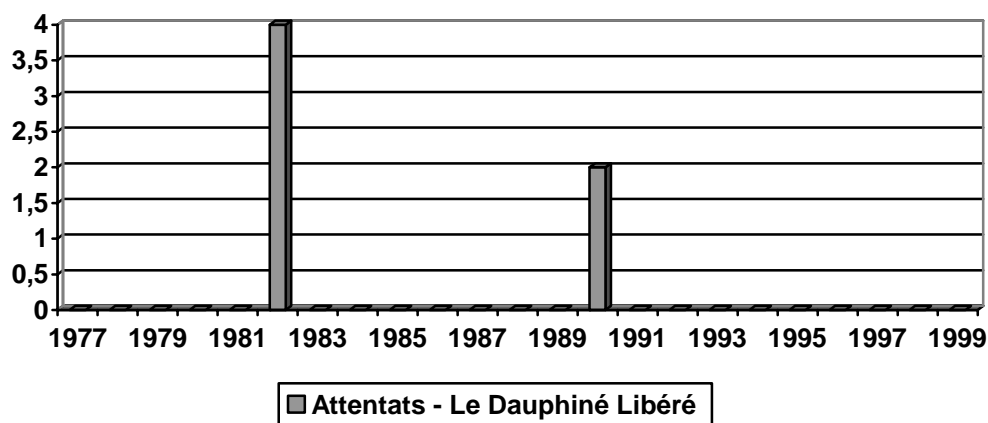
Part du thème « incidents, sécurité, risque » dans la totalité des articles sur la période 1977-1999 :

Dauphiné Libéré : 7%

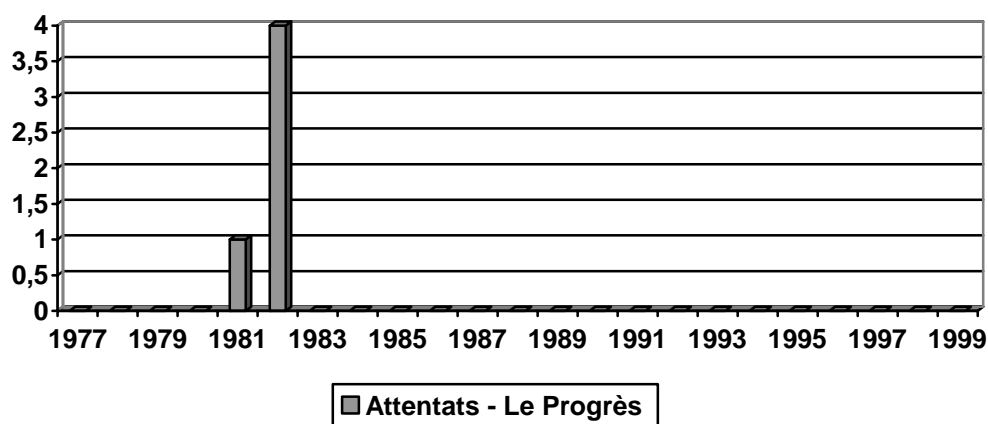
Progrès : 9%

e) Attentats

Le Dauphiné Libéré : nombre d'articles par année concernant le thème « attentats »



Le Progrès : nombre d'articles par année concernant le thème « attentat »



Bien sûr les articles sont concentrés sur l'année 1982, celle de l'attentat de Chaïm Nissim, au bazooka, contre la centrale. Dans le Progrès comme dans le Dauphiné Libéré, seulement quatre articles concernent ce thème. Pourtant, un homme a tiré au bazooka cinq roquettes sur une centrale nucléaire remplie de ce sodium qui fait tellement peur aux opposants. Le risque était immense. Le fait que personne n'ait été blessé tient presque du miracle. Il est donc fort étonnant que la PQR n'écrive rien de plus que quatre articles à ce sujet. On peut se demander si la PQR était à même de saisir les enjeux immenses de cet attentat, qui aurait pu détruire la centrale.

Les articles de 1990 dans le Dauphiné Libéré font référence au sabotage d'un pylône EDF qui alimentait la centrale en électricité.

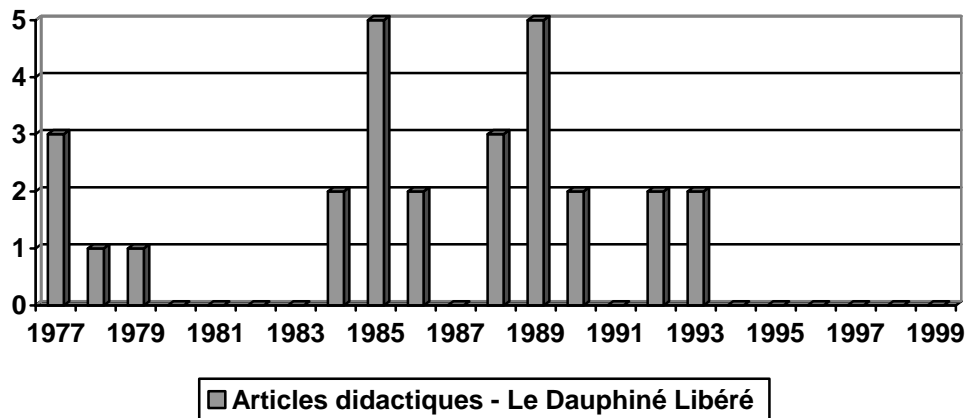
Part du thème « attentats » dans la totalité des articles sur la période 1977- 1999 :

Dauphiné Libéré : 1,5%

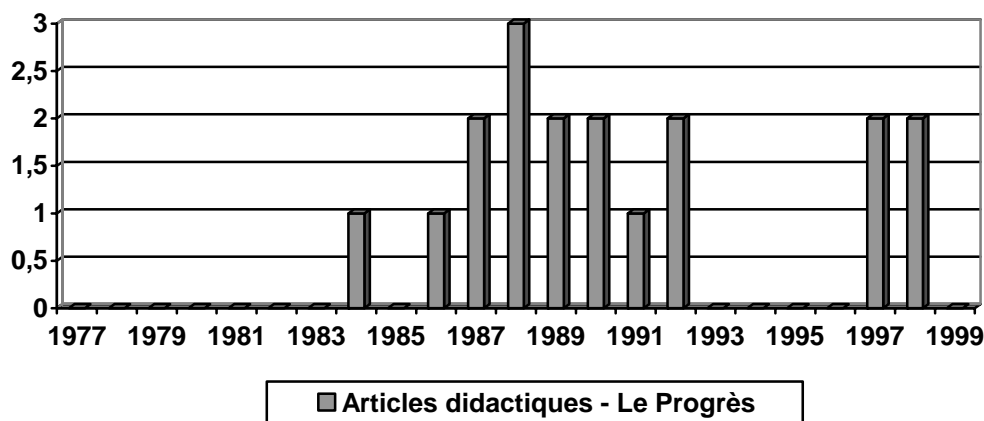
Progrès : 2,5%

f) Pédagogie et débats

Le Dauphiné Libéré : nombre d'articles didactiques par année



Le Progrès : nombre d'articles didactiques par année



Dans ce thème, aucun pic de traitement : le nombre d'articles est très restreint, quelque soit l'année ou le journal.

Part du thème « pédagogie et débats » dans la totalité des articles sur la période 1977- 1999 :

Dauphiné Libéré : 6%

Progrès : 8%

A cela, une conclusion, qui fera l'objet d'une étude plus approfondie dans le chapitre trois: la PQR n'est pas un lieu de réflexion, elle est située dans le factuel. C'est ici que se situe un paradoxe fondamental souligné par notre étude : alors que le citoyen lambda tient la grande majorité de son information sur le nucléaire de la presse (la PQR pour les habitants des régions concernées), la presse généraliste, à plus forte raison la PQR, n'est pas, quand il s'agit du domaine scientifique, un média « d'information » mais plutôt un média de « faits

divers ». D'où la difficulté de faire passer un message à travers ce média, qui dépend trop du factuel, de l'évènement.

Le paradoxe relevé dans le thème « incidents, sécurité, risque » mérite qu'on se penche sur le sujet. Ainsi, le risque n'est pratiquement pas évoqué dans la PQR ; c'est un des thèmes mineurs. Néanmoins, c'est le thème qui est le plus utilisé par les anti-nucléaires³². Pour preuve, il suffit d'étudier, succinctement, le discours d'un opposant sur la centrale : Guy-Olivier Segond, ancien maire de la Ville de Genève, a rédigé la préface de l'ouvrage *Le dossier Creys-Malville*, publié par l'Apag. Relevons quelques lignes :

« (...) A Creys-Malville se dresse **l'inquiétante**³³ silhouette de Superphénix. (...) Superphénix est le projet industriel le plus **dangereux** de la planète. Les **risques** pris sont **démentiels**. (...) Superphénix met en œuvre des forces tellement **violentes** qu'aucun matériau connu ne peut leur résister en cas **d'accident**. (...) diverses institutions européennes de physique ont alerté l'opinion publique contre ce projet **fou**, où la raison d'Etat transcende une technologie, **incertaine** et **mortelle**. »³⁴

Le champ lexical du risque est omniprésent, la rhétorique apocalyptique. La plupart des textes des opposants anti-nucléaire relèvent de cette rhétorique du risque.

Or, la PQR ne reprend quasiment pas ce thème. Pour autant, l'image qui a été donnée de la centrale, est celle d'un prototype peu fiable, qu'il conviendrait donc d'arrêter. Le manque de fiabilité supposé de la centrale n'a donc pas été mis en avant dans la PQR par la rhétorique du risque mais par autre chose. Si l'on se fie aux graphiques proposés ci-dessus, un des thèmes de prédilection de la PQR était la relation de Superphénix à la politique et à la justice. Ainsi, c'est bien en mettant en exergue les difficultés de la centrale à faire l'unanimité politique qui a transmis, au travers de la presse, une image déplorable.

C'est donc finalement le traitement sous un angle politique qui a porté préjudice à Superphénix dans l'opinion publique. Sans réelle volonté de nuire, puisqu'elle n'aborde jamais la rhétorique spécifique des anti-nucléaire, la PQR a influencé l'opinion publique en mettant en lumière l'indécision politique constante.

³² Une image du risque, annexe 11.

³³ La mise en gras est ajoutée pour l'analyse.

³⁴ *Le Dossier Creys-Malville*, l'Apag, page 11.

3) Quelques dates clés : gros plan

a) La manifestation de 1977³⁵

Le Progrès, 23 juillet – 25 août 1977

La semaine qui précède la grande manifestation est faite d'articles plutôt variés : on peut dire que l'approche de cet événement anti-nucléaire offre un terrain propice au débat. Ainsi, le 23 juillet, on apprend la position des principaux syndicats face à la manifestation; le 25, la préparation des associations et des élus locaux. Les 28 et 29 juillet sont consacrés à des articles « de fond », qui expliquent le fonctionnement du surgénérateur, la place du nucléaire face aux sources d'énergie alternatives. Le 1^{er} août, on évoque le drame, la violence, le tragique. Après le 1^{er} août, ce sont les procès qui occupent l'espace médiatique.

On peut dire que la semaine précédant la manifestation s'approche du traitement médiatique optimal, dans le sens où la parole est donnée aux associations comme aux élus locaux. De plus on trouve quelques articles de fond, qui informent précisément le public sur les enjeux. Toutefois, remarquons que la voix des travailleurs du nucléaire, chefs de centrale, ouvriers construisant Superphénix, n'est pas sollicitée par le Progrès. Pas une seule fois dans toute la semaine qui précède la grande manifestation.

Le Dauphiné Libéré, 23 juillet – 25 août 1977

Jusqu'au 31 juillet, le DL présente les acteurs de la grande manifestation. On trouve la position des syndicats, du parti Socialiste, des élus locaux, du préfet, des manifestants. Comme dans Le Progrès, nulle part on ne donne la parole aux acteurs directs de la centrale, comme la NERSA dont on pourrait souhaiter connaître la position avant cette manifestation. Après les événements des 30 et 31 juillet, les articles traitent de la mort de Vital Michalon, des procès, mais toujours pas du discours « interne ».

³⁵ Pour le traitement de la presse nationale, cf. annexe.

Dans le Dauphiné comme dans le Progrès, on remarque l'absence totale des dirigeants d'EDF, du directeur de la centrale, de la NERSA. Les acteurs directs de Superphénix sont totalement réduits au silence par la PQR. On trouve quelques articles à vertu pédagogique dans le Progrès, mais le Dauphiné Libéré se limite au factuel et traite de la question comme s'il s'agissait uniquement d'un débat politique, occultant tout l'aspect technique, pourtant fondamental.

b) Le couplage au réseau : 15 janvier 1986

Le Progrès, janvier 1986

Trois articles traitent du couplage au réseau. Parmi ces trois articles, un est un véritable article de fond qui explique le fonctionnement de Superphénix : « *Superphénix, le surgénérateur le plus puissant du monde* »³⁶. Le vocabulaire utilisé lors du couplage au réseau est celui du futur, de la science, de l'espoir : « *Aboutissement d'un projet d'avant-garde et pari audacieux unique au monde* »³⁷... « *L'émotion était au rendez-vous du futur* ». La participation européenne à ce projet scientifique est souvent soulignée : Superphénix apparaît comme la première réalisation concrète d'une Europe en construction.

Le Dauphiné Libéré, janvier 1986

Le 15 janvier 1986, le Dauphiné titre « *Creys-Malville An I* », publie en dernière page une déclaration de Marcel Boiteux, président d'EDF, et ajoute un supplément spécial de huit pages intitulé sobrement « *Creys-Malville* ». Le couplage au réseau est donc traité en véritable événement régional, avec une fierté affichée. L'éditorial de Marc Varlet (le journaliste du Dauphiné Libéré qui traite le plus souvent Creys-Malville) est particulièrement intéressant : dithyrambique, il utilise le champ lexical de l'humanité, de l'avenir, du devoir face aux générations futures ; « *Superphénix n'est pas un luxe, c'est une force, une extraordinaire puissance et la sagesse nous dicte, tout en la contrôlant, de la mettre au service de l'humanité de demain* ». Le supplément est essentiellement composé d'entretiens avec des acteurs directs de la centrale : président de la NERSA, directeur général de NOVATOME, bâtisseurs de la

³⁶ Le Progrès, 21/01/86

³⁷ Le Progrès, 15/01/86

centrale... c'est la seule fois, sur les vingt années analysées dans la presse, que ces acteurs sont mis en avant, interviewés, présentés en héros de l'industrie.

On peut s'interroger sur les raisons du retournement de situation : pourquoi l'angle choisi par les deux titres de PQR a-t-il tellement évolué en vingt ans ?

c) La fuite du barillet : 1987

Le Progrès, avril 1987

Les titres du Progrès sont assez explicites : « *Incident sérieux* » à *Superphénix*³⁸, *Malville, toujours pas d'explication*³⁹, *La fuite enfin localisée*⁴⁰... Tout porte à souligner l'incompétence supposée des spécialistes de la centrale. Démarche qui, on l'a déjà dit, entraîne de fait la méfiance de l'opinion publique. Ici, les acteurs « directs » de la centrale sont sollicités : l'information ne peut venir que d'eux, pour l'instant du moins. Ce sont eux qui détiennent l'unique source d'information, et c'est la raison pour laquelle on leur donne la parole. Néanmoins, leur discours est très peu rapporté au discours direct dans les articles, hormis quelques citations « choc » : « *Ils sont (...), comme le disent les chefs, « bien emmerdés* » »⁴¹. Le reste des articles consiste en une tentative d'explications techniques : qu'est-ce que le barillet, que faire pour résorber la fuite, comment réparer la fissure...

Ces précisions « techniques » sont très révélatrices du manque de moyens de la PQR pour traiter de sujets spécialisés. En effet, pour expliquer au « grand public » la fuite dans le barillet d'une centrale nucléaire, il faudrait posséder le savoir technique nécessaire à la vulgarisation du problème. Cependant, très peu de journalistes de PQR sont des spécialistes techniciens, comme on peut en trouver dans la presse scientifique par exemple. Il y a donc une impossibilité à transmettre un savoir technique, sachant que celui qui joue le rôle de médiateur entre le public et la centrale n'a lui-même pas toutes les clés en main pour comprendre le sujet.

³⁸ Le Progrès, 07/04/87

³⁹ Le Progrès, 08/04/87

⁴⁰ Le Progrès, 16/04/87

⁴¹ Le Progrès, 08/04/87

Le Dauphiné Libéré, avril 1987

Les articles du Dauphiné Libéré semblent davantage être le fruit d'un travail sur dépêches AFP ou communiqués directs de la centrale. Les titres sont plus impartiaux : *Fuite de sodium à Creys-Malville*⁴², *Les techniciens mobilisés contre la fuite de sodium*⁴³... Les articles oscillent entre information brute et propos rassurants : « *Quoi qu'il en soit, ce nouvel incident ne met pas en cause la fiabilité du système* »⁴⁴. Ici, on sent que l'interlocuteur principal du journaliste est un acteur direct de la centrale. De plus, l'impression de risque imminent qui se dégage des articles du Progrès ne se retrouve pas dans le Dauphiné Libéré. A la lecture des articles du Dauphiné, on comprend que l'incident est sérieux, mais ce qui domine est la maîtrise des acteurs de la centrale, qui semblent avoir la situation en main.

⁴² Le Dauphiné Libéré, 04/04/87

⁴³ Le Dauphiné Libéré, 08/04/87

⁴⁴ Le Dauphiné Libéré, 08/04/87

Conclusion du chapitre 2

L'analyse des articles de la presse quotidienne régionale dévoile une grande tendance : la surenchère médiatique centrée sur l'évènement, compris en tant que fait divers. Ainsi, la manifestation de 1977 est traitée comme telle, de même que la fuite du barillet. Ces deux sujets sont traités de façon tout à fait factuelle, sans analyse, sans pistes pour éclairer le lecteur sur les enjeux.

Néanmoins, ce traitement ne semble pas spécifique à la question nucléaire : en effet, lors de la mise en route de Superphénix, les articles sont élogieux, plein d'espoir et d'admiration, avec une volonté pédagogique de la part des journalistes. Superphénix devient ici le symbole régional d'une puissance nationale (la puissance industrielle et scientifique) et internationale (la puissance européenne à travers la NERSA). Dans ce contexte, le surgénérateur existe en lui-même et non pas par l'intermédiaire d'un fait divers.

CHAPITRE 3

Science et médias



Introduction du chapitre 3

Comme on l'a vu dans la conclusion du chapitre 2, le surgénérateur est la plupart du temps traité dans la PQR par le biais d'un fait divers, quelque qu'il soit : décision politique, incident, manifestations...

C'est très souvent le cas de la science dans les médias : trop peu souvent présentée sous un angle pédagogique, elle est abordée par le biais du fait divers, qui justifie d'ailleurs son traitement par la presse généraliste. C'est l'évènement qui en fait un sujet apte à être publié dans la presse grand public ; c'est l'évènement qui la fait sortir de la presse spécialisée et professionnelle.

1) Le nucléaire, sujet à fantasmes

a) La grande peur du nucléaire

Pour le grand public, entendu au sens de public non initié et non spécialiste, le nucléaire est une source infinie d'inquiétudes et de fantasmes. L'amalgame entre le nucléaire civil, celui des générateurs, et le nucléaire militaire, celui des bombes, est omniprésent. Evidemment, cet amalgame peut être justifié par l'histoire : les recherches sur le nucléaire dans la première moitié du 20^e siècle ont mené à son utilisation à des fins militaires. De plus, le traumatisme profond d'Hiroshima et de Nagasaki perdure, de génération en génération, d'un bout à l'autre du monde. La force de frappe que procure l'arme nucléaire est démesurée et tout à fait monstrueuse. Toute une génération d'occidentaux a vécu la peur d'une escalade nucléaire entre les Etats-Unis et l'URSS lors de la guerre froide. L'énergie nucléaire peut mener au meilleur comme au pire, comment rassurer les populations sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ? L'amalgame est trop présent dans les esprits.

La grande peur du nucléaire repose sur un deuxième postulat qui découle directement du premier. Si les puissances occidentales industrielles, comme la France, mettent au point des technologies nucléaires capables de multiplier les sources d'énergie comme on multiplierait les pains, d'autres pays vont vouloir acquérir cette puissance presque surhumaine. L'exportation de son savoir-faire est une caractéristique de la France dans de nombreux domaines. Comment savoir si ces technologies quasi-divines ne risquent pas de tomber dans des mains mal intentionnées ? On peut évoquer la situation de l'Iran face à la Communauté Internationale : comment refuser à un pays ce que ces voisins possèdent, c'est-à-dire une puissance industrielle et militaire hors norme ? L'escalade du nucléaire militaire effraie, à raison, une grande partie de l'opinion publique.

b) Le mythe du complot

Les différents accidents autour du nucléaire, en particulier Tchernobyl, ont favorisé la mise en place d'un fantasme de complot. Les associations anti-nucléaire se sont d'ailleurs beaucoup appuyé sur cette rhétorique. Il existe chez les antinucléaires une sensibilité toute particulière à un complot « nucléocratique » qui imposerait ses intérêts à la population. Dans cette optique, l'ouvrage de Chaïm Nissim est tout à fait saisissant : « *Le gouvernement construit un surgénérateur, monstre technocratique instable et mal maîtrisé qui peut faire exploser et tuer ainsi des milliers d'habitants de la région Rhône-Alpes. Le gouvernement n'informe pas la population des dangers qu'elle court. D'ailleurs il les ignore lui-même, on veut les ignorer* »⁴⁵. La rhétorique du complot en devient omniprésente, tellement elle semble obsessionnelle.

Néanmoins, cette peur du complot, cette psychose du « on nous cache quelque chose », trouve ses fondements car elle a été largement entretenue par Tchernobyl et la sensation de désinformation totale qu'ont eu les citoyens français et suisses. La réputation d'opacité de l'URSS, la psychose qui a suivi l'accident, et même l'opacité, certes relative mais bien présente dans les esprits, de toute l'administration française, n'ont fait qu'entretenir ce mythe. En effet, comment ne pas penser que les multiples recours en justice contre Superphénix, suivis de commissions d'enquête, de décisions diverses du Conseil d'Etat, de déclarations politiques, ont entretenu la méfiance du public face au « monstre » supposé ?

c) La radioactivité, ennemi invisible, donc sournois

C'est ici que se situe le dernier pilier de la psychose anti-nucléaire. La radioactivité, on ne la voit pas. Les unités qui la mesurent sont changeantes. La radioactivité peut être là, tout près, et on ne voit rien. Voilà qui est effrayant. La radioactivité est le problème majeur du nucléaire, dans l'opinion publique. Et rien ne permet au grand public de se rendre compte par lui-même des taux de radioactivité. Dilemme. Faut-il alors croire les chiffres donnés par les technocrates d'EDF ? Par l'Etat, qui a menti, déjà, au sujet de Tchernobyl ? C'est dans ce but que s'est montée la CRIIRAD, organisme « indépendant », à forte tendance anti-nucléaire :

⁴⁵ Chaïm Nissim, *L'amour et le monstre, roquettes contre Creys-Malville*

effectuer des calculs « sûrs », sans intervention des technocrates, nucléocrates et autres spécialistes.

La radioactivité effraie aux abords des centrales, pour les risques d'accidents. Elle fait peur également dans un des grands débats du nucléaire : les déchets. Ces déchets qu'on envoie dans le nord de la France, qu'on retraite, qu'on transporte. Ces déchets qu'on enfouit, surtout, comme un secret trop lourd à porter. Tout ce qui tourne autour de la question de la radioactivité est imprégné d'opacité, de secret, donc de méfiance. Dans le nucléaire industriel comme dans le nucléaire médical d'ailleurs, médecine nucléaire ou radiologie.

Ces trois dimensions de la peur du nucléaire expliquent la phobie irraisonnée qui sous-tend toujours cette question. Au moindre incident, cette phobie généralisée ne demande qu'à ressurgir, et peut faire beaucoup de dégâts : attentats contre la centrale ou encore décision politique de mettre à mort un prototype unique au monde.

2) Des situations d'énonciation particulières

a) Le moment discursif : un pic dans le traitement médiatique

On l'a vu à travers l'exemple de Superphénix, le traitement médiatique est régi par des pics, qui concernent des faits divers. Un évènement intervient dans un domaine a priori exclu du média généraliste, comme une centrale nucléaire ; cet évènement donne lieu à une vaste production discursive des médias, à un moment donné : c'est ce qu'on appelle un « moment discursif »⁴⁶.

Comment sont choisis ces faits qui mettent en avant un domaine peu couvert par la presse généraliste, à plus forte raison régionale ? Ils sont choisis parce qu' « *ils sont de nature à inquiéter, donc à attirer lecteurs et spectateurs, quels qu'ils soient, dans la mesure où il s'agit de faits de société qui touchent à la santé, à l'alimentation, à l'environnement* »⁴⁷. Dans le cas de Superphénix, l'incident du barillet entre tout à fait dans cette logique : une fuite de sodium (matière largement inconnue du grand public, donc effrayante) dans un surgénérateur nucléaire est un fait de nature à inquiéter, donc attirer, les lecteurs.

Dans le cas du nucléaire l'inquiétude du public est on ne peut plus réactive à ces moments discursifs, et ce pour les différentes raisons invoquées précédemment. Qu'une information à caractère scientifique fasse l'objet d'un débat en dehors de son cadre habituel permet d'en mesurer les enjeux. Bien sûr, le nucléaire tient une place spécifique dans cette démarche, puisqu'on peut difficilement le réduire à une information scientifique, tant ses enjeux économiques, industriels et même politiques sont importants.

⁴⁶ Sophie Moirand, *De la médiation à la médiatisation des faits scientifiques et techniques : où en est l'analyse du discours ?*, article tiré du colloque de l'ENS LSH « Science, Médias et Société », 2004.

⁴⁷ Ibid.

b) Le système d'énonciation : une conversation à trois

Lorsqu'un média généraliste traite un sujet à caractère scientifique⁴⁸, la démarche est celle d'un transfert de savoir entre une institution scientifique et la société, le média jouant pleinement son rôle de médiateur.

On est en présence de trois discours :

- le discours scientifique
- le discours des médias sur la science
- le discours du public sur celui des médias

Entre le discours scientifique et le discours du public sur la science (alimenté par les médias), il y a un fossé. Pour appréhender un sujet scientifique, il est nécessaire d'en connaître le jargon, d'en maîtriser les aspects techniques. D'où la méfiance des scientifiques vis-à-vis des médias. Ainsi, Suzanne de Cheveigné⁴⁹ mène une expérience avec plusieurs chercheurs en sciences « dure », physique, biologie, chimie : elle les réunit et oriente la discussion vers la télévision et la vulgarisation. L'attitude dominante est celle du rejet de la télévision. Le projet de transmission d'un savoir est mis en doute, pour des raisons qui touchent au média lui-même. « *Les émissions sont faites par des gens qui ne comprennent pas très bien ce qui se passe, donc ils prennent un message le plu simpliste possible (...) et on n'a pas de développement dans le temps* ». ⁵⁰ Les reproches qui sont faits ici au média télévision ne sont finalement pas centrés sur le média lui-même, l'image, mais bien sur le caractère non-spécialiste de ceux qui traitent de la science. Sous cet angle, tout média généraliste, qui par définition ne produit pas un discours spécialiste sur la science, déformerait la réalité scientifique.

Le discours « fermé »⁵¹, c'est-à-dire entre pairs, ne peut-être accessible au grand public. Ainsi, le même scientifique va être confronté à des situations de ré-énonciation d'un même discours, c'est-à-dire une forme de traduction de ses propos, afin de s'adapter aux destinataires.

⁴⁸ On a précisé plus haut qu'il ne fallait pas réduire le nucléaire à une question scientifique. Néanmoins, elle relève du domaine de la science, même si ces enjeux sont plus larges.

⁴⁹ Laboratoire Communication et Politique du CNRS. *La science médiatisée*, revue Hermès n°21 (1997).

⁵⁰ *La science médiatisée*, revue Hermès n°21 (1997). Réaction des scientifiques lors de l'expérience de Suzanne de Cheveigné.

⁵¹ Sophie Moirand, *De la médiation à la médiatisation des faits scientifiques et techniques : où en est l'analyse du discours ?*, article tiré du colloque de l'ENS LSH « Science, Médias et Société », 2004.

Cette idée de *traduction intralingue*⁵² montre le travail de décodage nécessaire au journaliste pour transmettre un savoir scientifique : la traduction s'opère donc en amont et en aval du média. Le transfert de savoir s'opère grâce à une double « traduction » : le scientifique « traduit » son discours pour le journaliste ; le journaliste « traduit » ce qu'il a compris du discours du scientifique à l'intention du public.

Cette position du média comme traducteur d'un savoir scientifique tend à une situation de *dialogisme montré*⁵³. Cela signifie que le journaliste assume sa position de traducteur. Dominique Wolton définit ce *dialogisme montré* de la sorte : « *Structure énonciative visant à montrer le rôle du médiateur entre « discours de la science » et « connaissances supposées » des lecteurs* ». Cette dimension est abordée par Suzanne de Cheveigné⁵⁴ : le scientifique refuse au journaliste sa position d'arbitre, qui serait omniscient et à même de décoder le langage scientifique. Au contraire, les réactions des chercheurs à son expérience tendent à vouloir réduire le journaliste à une position de « non-savoir » : « *S'il jouait le rôle de l'ignorant, et qu'on lui explique, alors là il représenterait le téléspectateur, ça pourrait valoir le coup. Le problème c'est qu'il sait tout, et donc il distribue la parole pour dire ce qu'il faut dire au bon moment* ». Cela aboutit à une véritable mise en scène du rôle du médiateur, particulièrement sensible à la télévision : qu'on pense aux grandes années de Michel Chevallet sur TF1, Jérôme Bonaldi sur Canal Plus, ou encore Fred et Jamy⁵⁵ sur France 3. Ces hommes ont en commun de travailler en tant que médiateur affiché entre le discours de la science et les connaissances supposées des téléspectateurs.

Tous sont perçus comme des journalistes qui « vulgarisent » la science.

c) La vulgarisation scientifique

Le statut de la vulgarisation scientifique est incertain. Il se situe au sein d'une nébuleuse où se distinguent malgré tout trois pôles : l'information, l'éducation non-formelle et le champ scientifique. Elle se distingue de la traduction intralingue étudiée plus haut : cette dernière n'est, comme son nom l'indique, qu'une modification de termes destinée à rendre un message intelligible par son destinataire. La vulgarisation suppose un rôle actif du médiateur, comme une réponse au questionnement éventuel du lecteur non-spécialiste. Cette mise en

⁵² P.A Brandt, université de Aarhus, Danemark

⁵³ Notion travaillée par Dominique Wolton dans la revue *Hermès*, n°21 (1997).

⁵⁴ *La science médiatisée*, Hermès n°21 (1997)

⁵⁵ Emission « C'est pas sorcier ».

scène du médiateur, propre à la vulgarisation scientifique, crée une nouvelle dimension du discours : celui-ci n'est plus traduit, c'est-à-dire transmis le plus fidèlement possible, mais expliqué, c'est-à-dire traité avec distance, avec davantage de liberté. Dans la presse écrite cela se retrouve sous forme de schémas assez simplistes, de discours indirect pour rapporter les paroles des scientifiques, d'encadrés...

Le rôle du vulgarisateur, au lieu de rapporter des faits scientifiques comme pouvait le faire le traducteur, rapporte plutôt des discours sur les faits en faisant circuler la parole de différentes personnes impliquées par le fait scientifique. La vulgarisation peut être le fait des médias uniquement. En fait, il y a deux situations : soit c'est le scientifique lui-même qui explique son action, et dans ce cas le journaliste est réellement un médiateur (il interviewe, il reprend les réponses, bref, il explicite un discours direct) ; soit c'est le journaliste qui explique ce qu'il a compris du discours scientifique. Dans ce cas le scientifique est en amont du discours médiatique, il n'agit en aucune façon sur celui-ci. Evidemment, c'est la deuxième position qui est la plus fréquente dans la PQR : hormis l'interview, qui reste peu pratiqué en PQR, les articles ne sont pas des transcriptions de paroles de scientifiques.

Dans le cas de Superphénix, cette constante vulgarisation entraîne de fait un manque de fond scientifique, et une mise à pied d'égalité de différents discours, spécialistes ou non. Dans cette démarche, le discours du militant devient aussi « spécialisé » que celui du scientifique, tout du moins c'est l'image qui se dégage de l'étude de la PQR.

3) Le scientifique dans les médias généralistes

a) Les obstacles

Le scientifique, depuis toujours, est le mal-aimé des médias, et ce, pour toutes les raisons invoquées plus haut. Son discours est difficilement audible par un public non-spécialiste. Le scientifique a donc très peu de place dans l'espace médiatique. Comme en politique, la complexité du discours entraîne de facto la méfiance du public. De plus, on oppose souvent dans la presse le scientifique au militant ou à « l'homme de la rue » : c'est le cas dans le problème des OGM, des questions d'éthique biologique, de la grippe aviaire, comme dans le nucléaire. Le plus souvent, la complexité du discours du scientifique est rendue plus flagrante encore par la simplicité du discours qu'on lui oppose, celui qui tient du bon sens commun, de la sagesse populaire.

Dans les débats télévisés, on oppose moins souvent le discours du scientifique à celui du bon sens commun, mais souvent au discours politique. C'est très souvent le cas dans les débats sur le nucléaire. On oppose un spécialiste du nucléaire, qui prône une reprise du nucléaire industriel, à un homme politique, souvent écologiste, qui prône l'abandon de cet énergie et l'investissement dans les technologies « douces », le solaire et l'éolien. Dans ce cas là, le discours du scientifique est souvent décrédibilisé face à celui du politique : le langage du politique est toujours mieux compris par un public qui a davantage l'habitude d'être confronté au discours politique qu'au discours scientifique. Le discours politique est, par là même, plus familier et donc mieux assimilé par le public.

b) Le professionnel du nucléaire, entre information et communication

Si le discours du scientifique est décrédibilisé en général, celui du spécialiste du nucléaire l'est encore davantage. En effet, au-delà des barrières qui freinent la compréhension

du discours scientifique, le spécialiste du nucléaire est confronté à un autre obstacle : on le taxe de subjectivité.

Ainsi, le spécialiste du nucléaire, qu'il soit, dans le cas de Superphénix, membre de la NERSA, directeur de la centrale, directeur d'EDF, est toujours taxé de subjectivité ; on se méfie de son discours. Toujours suspecté d'être « vendu » au lobby nucléaire, le professionnel du nucléaire « prêche pour sa paroisse », il défend les intérêts des grandes industries... Ainsi Noël Mamère accusant Georges Charpak⁵⁶, prix Nobel de Physique, d'être dans l'impossibilité de tenir un discours objectif sur le nucléaire, étant donné ses accointances avec le milieu nucléaire, et en particulier le CEA.

Ce discours-là semble familier ? En effet. C'est celui que l'on a relevé en étudiant le mythe du complot qui entoure l'industrie nucléaire, cette peur des grandes missions industrielles, du pouvoir des technocrates.

Ainsi, Pierre Schmitt, directeur de Creys-Malville pendant une vingtaine d'années, a toujours ressenti cette méfiance de la part du monde médiatique. Il est tout à fait étrange, finalement, que ceux-là même qui font assez confiance au nucléaire pour travailler, tous les jours, dans une centrale, soient taxés de subjectivité.

Le paradoxe qui découle de cette situation est surprenant : le discours du professionnel est décrédibilisé, sous prétexte qu'il connaît trop bien le sujet ; en parallèle, le discours du militant, quel qu'il soit, est toujours valorisé, comme une parole sage qui s'élève dans la suspicion ambiante. Et cela quelque soit l'opinion du média en question. Le professionnel, lorsqu'il tente de faire partager une information, est toujours suspecté d'être en situation de communication, c'est-à-dire plus proche de la publicité que de l'information.

c) De la difficulté d'informer à la nécessaire mise en place d'une communication efficace

Dans les médias, on l'a vu, la place du discours du scientifique spécialiste du nucléaire est ambiguë, presque suspecte. Lorsque EDF fait de la communication autour du nucléaire, l'idée est affichée, il s'agit de publicité pour une entreprise⁵⁷. Donc sans objectivité.

⁵⁶ Lors d'un débat dans une émission télévisée de Canal Plus, il y a de ça quelques années.

⁵⁷ Cf. annexe 12.

Où trouver, alors, un espace pour communiquer avec le public, directement et en évitant la déformation des propos scientifiques par des médias dépassés techniquement ?

Il faudrait, peut-être, dans cette optique, chercher l'information plus que la communication. Cela a été réalisé à Creys-Malville, avec un certain succès, dans *Les Colonnes de Creys*, périodique d'information édité directement par la centrale, destiné aux populations voisines de Superphénix. Là encore, néanmoins, il s'agit davantage d'une situation de communication.

Pour simplifier les rapports entre le scientifique et le grand public, il faut certainement les rapprocher, et aller dans le sens de l'éducation, de l'information non-formelle. Ici semble s'ouvrir un espace pour une compréhension plus efficace du spécialiste du nucléaire par le grand public.

Les travaux de Suzanne de Cheveigné mettent en relief une dimension particulièrement intéressante de la communication scientifique. Une vulgarisation par le prisme médiatique semble intéresser les scientifiques, qui donc lui donnent une valeur. La légitimité de la vulgarisation est assurée par le scientifique, mais le rôle du « médiateur-communicateur » n'est pas rejeté : « *(Pour être un bon vulgarisateur), il faut d'abord être un bon scientifique et acquérir les techniques de communication en plus. C'est pas l'inverse (...). Dans une certaine mesure, c'est un devoir, car il faut pas laisser à un journaliste qui fait ça entre deux reportages, entre la météo et la chute d'un avion, sortir les répercussions de la bioéthique. Il vaut mieux que ce soit un spécialiste qui le fasse, soit en se faisant aider d'un communicateur, soit s'il a les dons et la formation, le faire lui-même* »⁵⁸⁵⁹

Ainsi se dégagent deux grandes conditions nécessaires à la communication scientifique efficace. L'idéal étant la démonstration, c'est-à-dire permettre au lecteur-télespectateur de voir par lui-même, sur le modèle de la situation expérimentale. Il faut réduire les intermédiaires si l'on veut mettre en place une vulgarisation raisonnable. Plus le discours du scientifique sera rapproché de l'oreille du public, plus la communication sera efficace. Le scientifique ne maîtrisant pas toujours les techniques de communication nécessaires à une bonne compréhension du public, le journaliste retrouve une place centrale. Le journaliste prend la place du scientifique, c'est lui qui explique la démarche, tout en restant journaliste, c'est-à-dire en utilisant un vocabulaire de journaliste, propice à la compréhension

⁵⁸ Suzanne de Cheveigné, *La science médiatisée*, Hermès n°21 (1997). Témoignage d'un scientifique interrogé lors de l'expérience susmentionnée.

⁵⁹ Pour un exemple d'apprentissage de la communication par les scientifiques, cf. annexe 13.

par tous. Néanmoins, son discours peut être légitimé par la présence de scientifiques, qui seraient à même de confirmer ou d'infirmes ses propos.

De cette manière, on résout les deux grands problèmes de la communication scientifique :

- le discours scientifique est inaudible par des non-spécialistes
- le discours médiatique est trop éloigné de la réalité scientifique.

Avec une collaboration étroite entre journalistes et scientifiques, le discours des sciences devient audible par tous : il est rapporté par le journaliste ; l'opération en cours est alors une traduction *intralingue*, plus qu'une vulgarisation qui déformerait sans doute les propos.

De même, le discours médiatique sur les sciences reste au contact de la réalité scientifique, puisqu'il est appuyé et documenté par les scientifiques.

Conclusion du chapitre 3

On l'a vu, parler de la science dans les médias pose un problème à tous les acteurs :

- aux scientifiques, qui voient leur discours « trahi » par les médias
- aux journalistes, qui souvent ne savent pas comment aborder un sujet scientifique
- au public, à qui l'information scientifique peut arriver erronée ou incomplète, du fait de la trop grande distance entre la source et son destinataire.

Après avoir étudié les différents enjeux de la vulgarisation scientifique, on peut conclure que seule une étroite collaboration entre journalistes et scientifiques peut permettre de mettre en place une information scientifique utile, fidèle à la réalité, et audible par tous.

Il faut donc tenter de réduire la méfiance qui règne dans le milieu scientifique vis-à-vis des médias généralistes : eux seuls peuvent permettre au public de comprendre la science et ses enjeux sociaux, économiques et politiques. L'effort à faire est donc dans la collaboration entre scientifiques et presse généraliste : pour cela, le premier pas est celui de la prise de confiance entre les deux milieux qui trop souvent s'observent avec méfiance : le journaliste doit laisser une place au scientifique dans le média, et le scientifique doit accepter le rôle du communicant, nécessaire à la diffusion correcte de l'information.

CONCLUSION

L'objet de ce travail était de s'interroger sur le traitement médiatique de Superphénix et, à partir de cet exemple, d'étudier le discours scientifique dans les médias généralistes. Le postulat de départ étant que la presse généraliste n'était pas adaptée à la transmission d'un discours sur la science. A plus forte raison la presse quotidienne régionale, qui n'est pas un lieu de débat, mais fortement ancrée dans le factuel, l'évènementiel.

Superphénix a été un symbole : symbole de la puissance technologique et industrielle de la France, d'une nouvelle ère sans dépendance pétrolière, d'un pays susceptible de redevenir une superpuissance mondiale. Symbole également d'une société rejetée par certains, celle de la croissance économique, du risque, des immenses projets industriels. Son histoire a suivi celle de la France, en quête d'une puissance nouvelle dans les années soixante-dix, rongée par les doutes et les hésitations dans les années quatre-vingt.

Rarement un projet d'une telle ampleur aura bénéficié d'aussi peu de soutien, qu'il soit politique ou scientifique : très peu se sont mobilisés pour la centrale lors de son exploitation. Quelques associations, comme celle des Ecologistes pour le Nucléaire, ont tenté, à l'annonce de son abandon, de sauver Superphénix en communiquant sur ses qualités et les bénéfices considérables que le pays aurait pu en tirer. Trop tard.

Tout au long de son histoire, Superphénix aura souffert d'une image déplorable, celle d'une centrale toujours à l'arrêt (et ce davantage pour des raisons administratives que techniques), donc peu fiable et qu'il valait mieux arrêter. Néanmoins, Superphénix fonctionnait. Aucun des incidents survenus n'a mis en danger la sécurité des installations nucléaires. Le coût prohibitif qu'on lui reprochait n'avait finalement rien d'exceptionnel, étant donné son caractère de prototype. Ainsi, Superphénix n'aura jamais accouché de la série dont il devait être la tête : il a été abandonné, et l'expérience acquise par son exploitation a été rejetée.

La centrale a bénéficié de très peu de soutien, et c'est pour cela que l'étude de son traitement dans la presse était intéressante : hormis l'information « officielle », celle qui provenait d'EDF, ce fut pour beaucoup l'unique source d'information sur la centrale. La presse quotidienne régionale prend dans ce sens toute son ampleur puisque, très souvent,

elle sert de relais à la presse nationale. Elle représente également, pour les habitants de la région, la source d'information privilégiée.

Ce qui ressort de l'étude de la presse quotidienne régionale est le manque d'analyse dont elle fait souvent preuve. Ainsi, les articles sont pratiquement toujours factuels ; les acteurs directs de la centrale n'ont que très peu la parole ; la parole du scientifique y est presque inexistante.

Il semble que l'on puisse rapprocher, sans faire un contresens, le manque d'analyse et de qualité scientifique des articles de la presse quotidienne régionale avec l'absence des spécialistes du nucléaire de ces mêmes articles. Une collaboration étroite entre journalistes et scientifiques est nécessaire pour l'élaboration d'une information scientifique de qualité.

Ces deux milieux - les médias et les sciences - sont assez hermétiques l'un à l'autre. Les tentatives de collaboration sont souvent empreintes de méfiance réciproque. Le scientifique craint que son discours ne soit trahi, le journaliste craint de lasser son lecteur-télespectateur avec un discours trop technique.

C'est pour cela qu'il est nécessaire de redéfinir clairement le rôle de chacun : l'homme de science n'est pas un communicant ; le journaliste n'est pas un scientifique. La science doit pouvoir s'ouvrir aux moyens de communication, et accepter dans ce sens le rôle du journaliste médiateur. Celui-ci doit à son tour s'efforcer de rendre intelligible un discours technique tout en respectant fidèlement sa réalité. Le journaliste se doit d'avoir une culture assez large pour pouvoir aborder des sujets très divers ; néanmoins cela ne peut suffire à l'élaboration d'une information de qualité dans un domaine technique : le recours au spécialiste est indispensable.

Quelque soit le média pris en compte, seul ce travail à deux têtes, scientifique et journaliste, permet d'obtenir une information scientifique de qualité. Superphénix, s'il avait bénéficié d'un discours plus cohérent dans la presse, aurait peut être également bénéficié de davantage de soutien. La presse quotidienne régionale peut devenir un média propice à l'information scientifique, et ce pour deux raisons : elle est moins pressée par des impératifs économiques ou d'audience que la presse nationale ou la télévision ; enfin, c'est un média en général moins orienté politiquement, qui permet donc de diffuser une information moins biaisée.

Aujourd'hui, les programmes nucléaires s'étudient dans une concertation internationale : un consensus international sur les normes et les projets permettra, a priori, d'atteindre une meilleure acceptation de l'opinion publique. Les réflexions sur l'avenir du programme nucléaire sont l'objet d'une organisation internationale appelée Génération 4, qui réunit tous les grands états industriels. Son but est d'étudier la mise en place de générateurs nouvelle génération, qui pourraient être construits aux alentours de 2030. Sur les six projets retenus par l'organisation, cinq sont des surgénérateurs. Un de ceux-ci serait même un surgénérateur refroidi au sodium, comme Superphénix. Ce projet serait piloté par la France : Génération 4 sollicite aujourd'hui la compétence d'EDF, du CEA, de l'équipe de Superphénix, dans le but de mener au mieux ce nouveau projet, pendant de Superphénix.

Si le programme nucléaire venait à être relancé, il faudrait bien sûr mobiliser la presse nationale, pour son impact, et aller dans le sens d'une collaboration entre journalistes et scientifiques. Cependant, il ne faudrait pas négliger la presse quotidienne régionale, qui, même si elle est souvent moins technique, a les qualités pour devenir un espace propice à la vulgarisation et à la communication scientifique.

BIBLIOGRAPHIE

Généralités sur l'énergie nucléaire

- *L'énergie nucléaire en 110 questions*, Ministère de l'Industrie et des matières premières, Le cherche-midi, 1996, 200 p.
- *L'énergie nucléaire en questions*, Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, Le cherche-midi, 1991, 163 p.
- *Les centrales nucléaires*, Colette Lewiner, Que sais-je ?
- *Le Nucléaire, progrès ou danger ?* Dominique Armand, Milan, 1996, 61 p.
- *L'Escroquerie nucléaire*, Les Amis de la terre, Stock, 1978, 456 p.
- *L'énergie nucléaire, quelles politiques pour quel avenir ?* Lucien Thiriet, Dunod, 1976, 241 p.
- *La sûreté nucléaire en France et dans le monde*, Jean Bourgeois, Pierre Tanguy, François Cogne, Jean Petit, Polytechnica, 1996, 293 p.
- *La France nucléaire, matières et sites*, Mary Byrd Davis, Wise-Paris, 2002, 301 p.
- *Le nucléaire à la croisée des chemins, notes et études documentaires*, Marie-Hélène Labbé, La documentation française / Institut Français des Relations Internationales, 1999, 172 p.
- *La grande peur du nucléaire*, Marie-Hélène Labbé, Presses de Sciences Po, La bibliothèque du citoyen, 2000, 131 p.
- *Informations sur l'énergie, nuclear handbook*, CEA, 2005, 105 p.
- *Le risque nucléaire*, Marie-Hélène Labbé, presses de sciences po, 2003, 133 p.
- *Le commissariat à l'énergie atomique*, Marie-José Lovérini, Gallimard, 1995, 132 p.
- *Le complexe nucléaire*, Bruno Barillot, observatoire des armes nucléaires / réseau Sortir du nucléaire, 2005, 133 p.
- *La mort s'exporte bien*, Les Amis de la Terre, éd. L'esprit frappeur, 2002, 105 p.
- *Quarante ans d'énergie nucléaire dans le monde*, Jacques Barth, éd. Sofédir, 1981, 364 p.

- *La vérité sur l'énergie nucléaire*, Edouard et Antoinette Parker, Robert Descours, éd. Mengès, 1978, 178 p.
- *Energie : le défi nucléaire*, Marceau Felden, éd. A. Leson, 1976, 360 p.
- *Le rayonnement de la France, énergie nucléaire et identité nationale après la seconde guerre mondiale*, Gabrielle Hecht, éd. La Découverte, 2004, 312 p.
- *Le nucléaire*, Pierre Tanguy, éd. Le Cavalier bleu, 2002, 118 p.
- *Le complexe atomique, histoire politique de l'énergie nucléaire*, Bertrand Goldschmidt, éd. Fayard, 1980, 480 p.

Superphénix

- *Creys-Malville, le dernier mot ?* Conseil général de l'Isère, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, 206 p.
- *Le dossier Creys-Malville, les Européens contre Superphénix*, Atlantic, 1990, 189 p.
- *Plutonium sur Rhône, Super-Phénix, insécurité et incertitudes*, Comité Universitaire et Scientifique Grenoblois pour l'Arrêt du Programme Nucléaire, Syros, 1981, 240p.
- *Le projet Superphénix à Creys-Malville, 25 questions, 25 réponses*, Délégation Générale à l'Energie, éd. SOFEDIR, 1977, 44 p.
- *Superphénix, pourquoi ?* Georges Vendryes, éd. Nucléon, 1997, 144 p.
- *Aujourd'hui Malville, demain la France !* Collectif d'enquête des comités Malville, éd. La Pensée Sauvage, 1978, 247 p.

Sciences et médias, analyse du discours

- *L'analyse du contenu*, Laurence Bardin, PUF, 1996, 288 p.
- *Construire l'évènement, les médias et l'accident de Three Miles Island*, Eliséo Veron, Editions de Minuit, 1981, 176 p.
- *Sciences et médias, penser, imaginer, connaître*, dir. par Anne Decrosse et Jean-Paul Natali, recherche menée avec le concours de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et la CNRS, éd. Didier Erudition, 1989, 175 p.
- *Genres rédactionnels et appréhension de l'évènement médiatique, vers un déclin des modes « configurants » ?*, Guy Lochard, Réseaux n°76, 1996.

- *Les médias et la peur : les médias créent-ils ou reflètent-ils les peurs collectives ?* recueil de textes préparatoires au 2^e colloque de l'Institut de Journalisme et de Communication de Neuchâtel, 2003.
- *Sciences, médias et société*, articles du colloque de l'École Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines, 15 – 17 juin 2004.

Revue, vidéos

- *Revue Hermès n°21, Sciences et Médias, CNRS éditions, 1997, 248 p.*
- *Rhône-Alpes Nature n°34*, la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature (FRAPNA), janvier 1993, 26 p.
- *VIDEO : Le Nucléaire, la fabuleuse aventure*, EDF, collection High Tech challenges.

Roman

- *Les cendres de Superphénix*, Jacques Neiryck, éd. Desclée de Brouwer, 1997, 252 p.

ANNEXES

- **Annexe 1** : Cartes de la région.
- **Annexe 2** : Actes suivant le débat au Conseil Général de l'Isère (23 – 24 septembre 1976)
- **Annexe 3** : *Stop Superphénix*, plaidoyer de Greenpeace pour l'arrêt de la centrale.
- **Annexe 4** : Appel de Genève (1978)
- **Annexe 5** : Editorial de Superpholix (1977)
- **Annexe 6** : Photos de la manifestation de 1977
- **Annexe 7** : Six unes de presse au lendemain de la manifestation
- **Annexe 8** : Roquettes tirées contre Creys-Malville (1982)
- **Annexe 9** : Barillet de stockage
- **Annexe 10** : Publication de la Frapna : 50000 signatures pour l'arrêt définitif de Superphénix
- **Annexe 11** : Une du *Courrier du Hérisson*, publication de la Frapna.
- **Annexe 12** : Livret de communication d'EDF sur le programme électro-nucléaire français
- **Annexe 13** : *L'affaire du camion contaminé*, communication interne d'EDF, ironisant sur les problèmes de communication lors d'un incident.